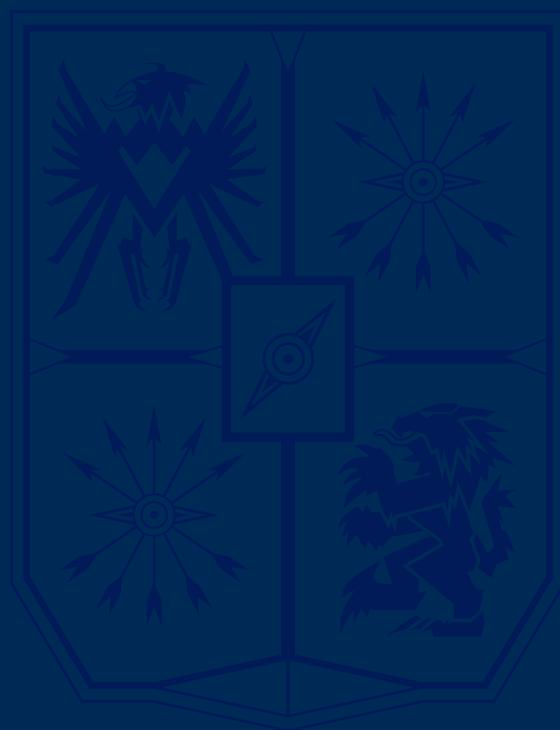




EDMOND
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2018
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.

Sommaire

5 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

- 7 Message des actionnaires
- 9 Message du Comité Exécutif

11 | Gouvernement d'entreprise

- 11 Introduction
- 12 Structure du Groupe et actionariat
- 14 Structure du capital
- 18 Conseil d'Administration
- 28 Direction générale
- 33 Rémunérations, participations et prêts
- 34 Droits de participation des actionnaires
- 36 Prise de contrôle et mesures de défense
- 37 Organe de révision
- 38 Politique d'information

39 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 40 Chiffres-clés
- 41 Rapport du Conseil d'Administration
- 45 Rapport de l'organe de révision
- 50 Bilan consolidé
- 52 Compte de résultat consolidé
- 53 État des Capitaux Propres
- 54 Tableau de financement consolidé
- 56 Annexe aux comptes consolidés
- 65 Informations relatives au bilan

88 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 89 Chiffres-clés
- 90 Rapport du Conseil d'Administration
- 95 Rapport de l'organe de révision
- 100 Bilan
- 102 Compte de résultat
- 103 État des Capitaux Propres
- 104 Annexe aux comptes annuels

121 | Rapport de rémunération

129 | Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

7 | Message des actionnaires

9 | Message du Comité Exécutif

Message des actionnaires

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

De la montée des populismes aux crises politiques, des rivalités commerciales aux ralentissements économiques, des resserrements monétaires aux turbulences des marchés, 2018 a été complexe sur les marchés financiers. L'année a été marquée par une inquiétude grandissante des investisseurs quant à une potentielle réduction des liquidités injectées par les banques centrales et en particulier par la Réserve Fédérale. Aucune classe d'actifs, pas même les emprunts d'Etat ou l'or, n'a enregistré des performances positives.

Ce climat instable pourrait persister au cours des mois qui viennent si les craintes d'un coup de frein brutal de l'économie, voire d'une récession américaine, se matérialisaient. La croissance européenne devrait être mise à rude épreuve par un calendrier politique chargé, avec le renouvellement du Parlement européen, de la Commission, et du président de la Banque Centrale Européenne (BCE). Autant d'échéances qui pourraient retarder les décisions d'investissement des entreprises alors même que l'impact du Brexit reste imprévisible.

Malgré ce contexte incertain, certains indicateurs demeurent encourageants. Notre équipe de recherche économique estime en effet que la croissance mondiale pourrait être soutenue par plusieurs facteurs, et en premier lieu par le plan de relance chinois. L'économie américaine devrait, quant à elle, bénéficier d'une consommation dynamique, du recul des prix du pétrole et de l'impact structurel de la réforme fiscale de Donald Trump. En Europe, l'absence d'élections nationales, dans la plupart des grands pays, devrait éviter un risque politique supplémentaire. Enfin, les banques centrales devraient se montrer « patientes » et attentives à la volatilité des marchés et à la détérioration de la conjoncture. Les perspectives d'activité pourraient donc même dépasser les attentes des investisseurs.

Dans ce contexte d'instabilité, nous avons maintenu les objectifs que nous nous étions fixés. L'année 2018 a été marquée par la poursuite du développement stratégique de notre Groupe ainsi que par la confirmation de notre ambition forte de devenir la référence des Maisons d'investissement de conviction.

Plusieurs chantiers importants de modernisation ont ainsi été finalisés afin de s'adapter au mieux aux transformations de notre industrie. Sur le plan réglementaire, nos équipes ont mis en place les mesures nécessaires à l'entrée en vigueur de la nouvelle directive sur les marchés d'instruments financiers. Elles poursuivent désormais leur travail pour accompagner au mieux les nouvelles mesures de transparençation des frais.

Afin de continuer à optimiser nos activités, nous avons cédé une partie de notre portefeuille immobilier suisse tout en restant le locataire unique ou principal de l'ensemble de ces bâtiments. Cette opération d'envergure nous permet de gagner en efficacité.

Enfin, le grand chantier de modernisation de la Banque Privée Internationale s'est poursuivi. La migration vers la solution intégrée Avaloq permet d'aborder l'ensemble des processus métiers de la chaîne de valeur sur une même plateforme. Après la Suisse, la solution est désormais déployée au Luxembourg.

Nous continuons également à créer plus de convergences entre nos différents métiers. Notre expertise dans l'immobilier s'est développée ces dernières années de façon organique mais également grâce à des acquisitions successives. Toutes nos entités (Orox, Cleaveland et Cording) sont désormais regroupées sous une même plateforme qui compte 10 milliards de CHF d'actifs sous gestion et 170 professionnels dédiés. Nous avons également poursuivi la consolidation de notre expertise en Private Equity autour d'idées fortes que sont l'investissement d'impact et la recherche de stratégies de niche et visionnaires. Ces deux activités bénéficieront en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset Management afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients. Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Ces changements opérationnels ne se sont pas faits au détriment de notre gestion et nous avons enregistré de belles réussites en 2018. Deux de nos fonds dépassent le milliard d'encours sur des convictions fortes que sont la gestion flexible obligataire ainsi que la dette subordonnée financière. Notre expertise sur la dette d'infrastructure poursuit sa forte croissance avec plus de 1,6 milliard d'encours et un nouveau trophée distinguant notre équipe de gestion pour la qualité et la pertinence de son offre face à des gérants d'infrastructures européens de référence.

Enfin, nous sommes toujours convaincus que notre marque constitue un élément clé de notre différenciation dans l'industrie financière. C'est pourquoi nous continuons à mettre en avant la singularité du nom Edmond de Rothschild. A cet égard, nous avons signé un accord avec Rothschild & Co dans le respect des valeurs familiales. Nos deux Groupes ont convenu de poursuivre leur développement dans les conditions d'une concurrence loyale, de dénouer leurs participations croisées et de clarifier l'utilisation de notre patronyme dans le monde entier.

En 2018, nous avons débuté un projet d'envergure afin de faire connaître et comprendre l'écosystème dont fait partie notre Maison d'investissement de conviction. Cet écosystème apporte à chacune de nos activités une identité et une authenticité fortes dont émanent nos valeurs. Que ce soit au sein de notre écurie de course au large, dans nos métiers d'art de vivre, au cœur de nos Fondations ou dans nos activités bancaires, nous convergeons tous vers la même vision

Notre ambition pour les années à venir est de multiplier les synergies et de continuer les échanges entre ces différents univers afin de renforcer notre impact et de rendre concrète « l'audace de bâtir l'avenir ».

Tous ces projets entrepris et initiés répondent à une même stratégie de différenciation et d'adaptation dans une industrie qui se transforme. La solidité de notre bilan reste un atout majeur pour nous apporter la stabilité nécessaire à ces changements et pour jouer notre rôle de consolideur de notre industrie.

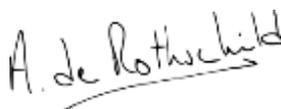
Notre famille a souhaité reprendre le plein contrôle de son groupe bancaire en proposant une sortie de la cote. C'est pour nous un instant historique, preuve de notre attachement et de notre engagement pour notre Groupe. Nous remercions profondément tous nos actionnaires pour leur soutien sans faille; certains nous ayant accompagné depuis cette « petite introduction », comme l'avait qualifiée le baron Edmond, lors de l'entrée en bourse initiée en octobre 1987.

Nous cherchons à être constamment à la hauteur de la confiance que vous nous accordez et sommes fiers d'aborder l'année 2019 à vos côtés. Nous sommes déterminés à faire de ce contexte incertain une source d'opportunités de croissance en restant visionnaires et alignés à nos valeurs.

Benjamin de Rothschild



Ariane de Rothschild



Message du Comité Exécutif

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année 2018 sur les marchés financiers restera sans aucun doute parmi l'une des plus difficiles de ces dernières décennies en raison du nombre de classes d'actifs qui ont enregistré une performance annuelle négative. La volatilité accrue et les craintes portant sur un ralentissement de l'activité mondiale en 2019 ont alimenté la défiance des investisseurs envers les actifs risqués. Ni les marchés obligataires, ni l'or n'ont pu profiter de ce contexte d'aversion au risque.

Au-delà de cette séquence compliquée sur les marchés, notre industrie se trouve confrontée à des défis importants compte tenu du renforcement de la réglementation, de l'accélération technologique et d'une compétition accrue. Dans le même temps, nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation, nos outils et notre contenu afin de servir au mieux nos clients.

Fidèle à l'esprit pionnier de la famille Rothschild, notre groupe a continué à renforcer son positionnement sur des thématiques pour offrir à ses clients des solutions d'investissement qui vont au-delà de la performance financière et sont ancrées dans l'économie réelle.

Notre plateforme de dette d'infrastructure, qui a dépassé les 1,6 milliard de CHF en 2018, nous a permis d'investir dans des infrastructures vertes en Europe, de soutenir le développement d'énergies innovantes notamment en cofinçant la construction d'une centrale de biomasse en Angleterre. Nos stratégies innovantes de private equity ont pour objectif de dégager des rendements à deux chiffres tout en ayant un impact social, économique et environnemental positif dans des domaines aussi variés que la dépollution de friches industrielles en Europe, la conversion de cultures en agroforesterie, l'investissement dans des entreprises en croissance en Afrique ou le traitement de l'eau. Par ailleurs, l'immobilier étant un actif réel important pour nos clients et un secteur clé de nos économies, le groupe a développé une offre complète en gestion d'actifs immobiliers qui, depuis l'acquisition de Cording en février 2018, représente désormais plus de 10 milliards de CHF et 170 collaborateurs.

Dans un contexte de marché volatil, plusieurs de nos expertises phare répondant particulièrement aux besoins des investisseurs dans cet environnement incertain se sont démarquées par leur collecte. Ainsi, le fonds obligataire flexible capitalisant sur nos différents savoir-faire sur cette classe d'actifs, a enregistré plus d'un milliard d'euros de collecte tandis que la stratégie « Solve » affichait quant à elle près de 250 millions d'euros de collecte. Certaines stratégies actions (thématique, Investissement Responsable) ont également enregistré des niveaux de collecte intéressants malgré le niveau de volatilité.

De plus, plusieurs trophées ont récompensé durant l'année la qualité de notre offre de gestion, en particulier celui de « Specialist Group of the year » remis par Investment Europe ainsi que celui de « Currency Manager of the year 2018 » décerné par les FT PIPA Awards.

Enfin, nous avons également complété notre offre de service à destination des professionnels de la gestion. Avec EOS (Extended Outsourcing Services), les gérants pour compte de tiers de taille moyenne peuvent désormais bénéficier des outils de gestion de portefeuille et de distribution performants que nous avons développés pour nos propres besoins.

La convergence et la transversalité de nos équipes sont aujourd'hui une réalité pour l'ensemble de nos implantations en Suisse, au Luxembourg, en Espagne, en Belgique, au Portugal et au Royaume-Uni. Après avoir rapproché nos métiers de banque privée et de gestion d'actifs, nous avons regroupé en 2018 l'ensemble de notre offre en immobilier, private equity et gestion d'actifs sur une seule et même plateforme de commercialisation tandis que, sur un plan organisationnel, toutes nos activités immobilières sont désormais rassemblées au sein d'un seul et même pôle.

Toujours dans une optique d'optimisation de nos moyens et de renforcement de notre efficacité, nous avons finalisé en février 2018 la vente de plusieurs immeubles dont nous étions propriétaires en Suisse et dont nous sommes désormais locataires.

Nous sommes toujours fiers de constater la force d'attractivité de notre maison d'investissement et de notre marque. Ainsi en 2018, nous avons continué à intégrer de nouveaux talents mais aussi à promouvoir nos collaborateurs. Et ce, dans l'ensemble de nos métiers. Nous avons également travaillé, avec l'aide de plus d'une centaine de collaborateurs, sur les grands principes de notre culture d'entreprise. Ces principes donnent corps à ce qui nous différencie, renforcent notre organisation et notre efficacité et servent en cela notre projet d'entreprise.

Dans un monde très concurrentiel, la marque est un élément stratégique et il était fondamental de clarifier son usage. C'est chose faite depuis la conclusion d'un accord avec Rothschild & Co qui permet à nos deux groupes de poursuivre leur développement dans les conditions d'une concurrence loyale et à l'occasion duquel nous avons dénoué nos participations croisées.

Fort de ces transformations, gardant à l'esprit que la finance doit être au service de l'économie et du long terme, le groupe Edmond de Rothschild aborde avec confiance une année 2019 qui s'annonce pourtant porteuse de volatilité et d'incertitudes.

Nous tenons à remercier nos actionnaires pour leur engagement à nos côtés, nos équipes pour leur grande implication et nos clients pour leur confiance et fidélité.

Le Comité Exécutif

Gouvernement d'entreprise

11	Introduction	33	Rémunérations, participations et prêts
12	Structure du Groupe et actionariat	34	Droits de participation des actionnaires
14	Structure du capital	36	Prise de contrôle et mesures de défense
18	Conseil d'Administration	37	Organe de révision
28	Direction générale	38	Politique d'information

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et boursières, notamment le Code suisse des Obligations et la Directive sur les informations relatives à la Corporate Governance (DCG) du 20 mars 2018. Elle s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2016, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

La DCG précitée a été édictée par le Regulatory Board de la SIX Exchange Regulation en se fondant sur l'article 35 de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), ainsi que sur les articles 1 à 7 et 49 et suivants du Règlement de cotation (RC). La DCG détermine quelles informations doivent être publiées par les émetteurs en matière de gouvernance d'entreprise en respectant les principes de transparence et l'égalité de traitement des investisseurs au sens de l'article 1 al. 2 de la LIMF. Elle s'applique notamment à tous les émetteurs, dont le siège est en Suisse et dont les droits de participation sont cotés à la SIX Swiss Exchange. Elle tient compte de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) du 20 novembre 2013.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer, dans l'optique de la protection des actionnaires, la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la DCG figurent aux pages suivantes, dans le Rapport de rémunération, ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'Administration

(au 31 décembre 2018 et jusqu'au 26 avril 2019)

Président

Baron Benjamin de Rothschild

Vice-Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Luc J. Argand¹⁾

Tobias Guldemann

François Hottinger²⁾

Klaus Jenny³⁾

Maurice Monbaron

François Pauly⁴⁾

Philippe Perles

Conseil d'Administration*

(à partir du 27 avril 2019, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 26 avril 2019 d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.)

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Benoit Dumont

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock

Tobias Guldemann

Maurice Monbaron

François Pauly

Philippe Perles

Comité d'Audit et des Risques

Président

Klaus Jenny³⁾

Vice-Président

Tobias Guldemann

Membres

Jean Laurent-Bellue

Maurice Monbaron

François Pauly⁴⁾

Comité de Nomination⁵⁾

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Luc J. Argand¹⁾

Klaus Jenny³⁾

Philippe Perles⁶⁾

Comité de Rémunération⁵⁾

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Luc J. Argand¹⁾

Klaus Jenny³⁾

Philippe Perles⁶⁾

De plus amples informations concernant le Conseil d'Administration peuvent être consultées aux pages 18 et suivantes.

* Ces changements ont été annoncés par communiqué de presse le 13 mars 2019 (www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/communiqués-de-presse)

1) Jusqu'au 24 avril 2018. Les détails sur le parcours de Luc J. Argand peuvent être consultés dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels. (cf page 18 du rapport annuel 2017).

2) Jusqu'au 10 juin 2018, date de son décès.

3) Jusqu'au 26 avril 2019, date de la prochaine Assemblée générale. Il sera ensuite remplacé par François Pauly à la Présidence du Comité d'Audit et des Risques et par Katie Blacklock aux Comités de Rémunération et de Nomination.

4) Depuis le 24 avril 2018, date de son élection à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., François Pauly a succédé à Luc J. Argand en qualité de membre du Conseil d'Administration. Il prendra la présidence du Comité d'Audit et des Risques à l'issue de l'Assemblée Générale du 26 avril 2019, en remplacement de Klaus Jenny.

5) À teneur de l'article 3.2.1.2. al. 4 du Règlement d'organisation interne, la composition du Comité de Nomination est identique à celle du Comité de Rémunération.

6) Depuis le 25 avril 2018, en remplacement de Luc J. Argand.

Comité Exécutif

(au 31 décembre 2018 et jusqu'au 13 mars 2019)

Président

Emmanuel Fiévet⁷⁾

Directeur général

Martin Liebi⁸⁾

Vice-Président

Responsable Banque Privée suisse

Membres

Jean-Christophe Pernollet

Chief Risk Officer et

*Responsable Legal & Compliance*⁹⁾

Sabine Rabald

Directeur général adjoint

Chief Administrative Officer

Cynthia Tobiano

Directeur financier

Comité Exécutif*

(à partir du 14 mars 2019)

Président

Vincent Taupin

CEO

Cynthia Tobiano

Deputy CEO, en charge notamment de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits

Membres

Christophe Caspar

Responsable de l'Asset Management

Pierre-Etienne Durand

Responsable de la Stratégie

Diego Gaspari

Responsable des Ressources Humaines

Robert Jenkins

Responsable Communication et Marketing

Jean-Christophe Pernollet

Responsable des fonctions Risques, Juridique et Conformité

Sabine Rabald

COO, Responsable IT, Opérations et Services Généraux

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité Exécutif peuvent être consultées aux pages 28 et suivantes.

* Ces changements ont été annoncés par communiqué de presse le 13 mars 2019 (www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/communiqués-de-presse)

7) Jusqu'au 13 mars 2019. Il a été remplacé dès le 14 mars 2019 par Vincent Taupin, Directeur général d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8) Jusqu'au 13 mars 2019.

9) Fonction reprise depuis le 18 octobre 2018 suite à la démission d'Yves Aeschlimann.

1.1.2 Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme cotée à la bourse suisse, dont la capitalisation boursière au 31 décembre 2018 était de CHF 1,350 milliard auprès de la SIX Swiss Exchange (Code ISIN CH0001347498 / numéro de valeur 134749TK). Il s'agit de la seule société du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. à être cotée en bourse.

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées aux pages 69 et 71 du présent Rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2018		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote			
Actionnaires importants			
Edmond de Rothschild Holding S.A. ¹⁾	37'836,0	84,1	87,9
Rothschild Holding AG, Zurich ²⁾	-	-	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ³⁾	4'336,5	9,6	9,9

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,94% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,10% (89,84% des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève 11).

2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes : 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Toumon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas BV, Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zurich ; 12) AYRE Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 14) Edouard de Rothschild, Paris ; 15) Philippe de Nicolay-Rothschild, Paris ; 16) Olivier Pécoux, Paris ; 17) François Henrot, Paris ; 18) Holding Financier Jean Goujon SAS, Paris ; 19) Rothschild & Co Gestion SAS, Paris ; 20) Rothschild & Co Commandité SAS, Paris ; 21) Nicolas Bonnault, Paris ; 22) Laurent Baril, Paris ; 23) Philippe Le Bourgeois, Paris ; 24) Maria Beatrice de Rothschild, Paris ; 25) Julia Footnick, Paris ; 26) Elisabeth Donovan, Paris ; 27) James de Rothschild, Paris ; 28) Anna de Rothschild, Paris ; 29) Pierre de Rothschild, Paris ; 30) Alexandra Pécoux, Paris ; 31) Emmanuelle Pécoux, Paris ; 32) Maylis Pécoux, Paris ; 33) Olivier Pécoux EURL, Paris ; 34) FH GFA SARL, Paris ; 35) The Three Moons, Paris ; 36) Financière du Chasse Midi, Paris ; 37) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris ; 38) Christophe Desprez, Paris ; 39) CD GFA SARL, Paris ; 40) Observatoire du Patrimoine, Paris ; 41) GP Patrimoine, Paris ; 42) Desprez Patrimoine SARL, Paris ; 43) Bernard Maurel, Marseille ; 44) Lucie Maurel-Aubert, Le Vésinet ; 45) BD Maurel SC, Marseille ; 46) SC Paloma, Le Vésinet ; 47) Dominique Maurel, Marseille.

Rothschild Holding AG, Zurich, détenait 20'000 actions nominatives et 3'600 actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, représentant au total 8.44% du capital et 9.44% des droits de vote. Par suite d'une convention d'échange et d'achat d'actions (Share swap and purchase agreement) signée le 28 juin 2018, Rothschild Holding AG a cédé l'ensemble de sa participation à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (Cf. communiqué de presse y relatif du 29 juin 2018 : <https://www.edmond-de-rothschild.com/SiteCollectionDocuments/private-banking/macro%20highlights/Communiqu%C3%A9%20de%20presse%20accord%20EDR.pdf>)

3) La participation d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. découle notamment de la convention d'échange et d'achat d'actions (Share swap and purchase agreement) signée le 28 juin 2018 avec Rothschild Holding AG.

Au cours de l'exercice 2018, les actionnaires précités ont annoncé, conformément aux articles 120 et suivants de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), des changements au sein de leur actionariat. Les faits qui ont déclenché l'obligation de déclarer sont (i) la signature d'une convention d'échange et d'achats d'actions (Share swap and purchase Agreement) en date du 28 juin 2018 entre Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Rothschild Holding A.G., incluant le rachat par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. des titres détenus par Rothschild Holding A.G. et (ii) le transfert de ces titres intervenu le 6 août 2018.

Les publications y relatives peuvent être consultées sur le site de la SIX Exchange Regulation, dont les liens directs sont :

Annonces du 5 juillet 2018 : <https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBI7300013>
<https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TAI7300056>

Annonces du 7 août 2018 : <https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TB18600015>
<https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TAI18600058>

1.3. Participations croisées

	2018		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital* (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix* (en %)
1. Participations croisées			
Rothschild Holding AG, Zürich ¹⁾	-	-	-

*Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère.

¹ Jusqu'au 28.06.2018, date de la signature d'une convention d'échange et d'achats d'actions (Share swap and purchase Agreement) entre Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Rothschild Holding A.G. portant sur le dénouement des participations croisées et le rachat par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. des titres détenus par Rothschild Holding A.G.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

En milliers de CHF	2018		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
2.1 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000
Total du capital social	45'000		

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel, ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2018	2017	2016
2.3 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	20'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	25'000	25'000
Total du capital social	45'000	45'000	45'000

2.4. Actions et bons de participation

Les 200'000 actions nominatives de CHF 100.– non cotées et les 50'000 actions au porteur de CHF 500.– cotées ont droit, proportionnellement à leur valeur nominale, aux mêmes droits patrimoniaux, conformément à l'article 7 al. 2 et 3 des Statuts*. Les actions nominatives et au porteur sont entièrement libérées.

Les actions nominatives, liées aux termes de l'article 6 al. 5 et 6 des Statuts*, bénéficient de droits sociaux privilégiés en ce sens qu'à l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Toujours en matière de droits sociaux, l'article 18 des Statuts* prévoit à son alinéa 3 que chaque groupe d'actionnaires (actions au porteur et nominatives) a le droit d'exiger un représentant au moins de son choix au Conseil d'Administration. Cette clause reprend l'article 709 al. 1 du Code des Obligations qui prévoit que s'il y a plusieurs catégories d'actions, les Statuts* assurent à chacune d'elles l'élection d'un représentant au moins au Conseil d'Administration.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nomines »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 5 des Statuts*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 6 des Statuts*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 8 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al. 7 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nomines »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nomines ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 6 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

3. Conseil d'Administration

3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend huit¹⁾ membres au 31 décembre 2018, qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs exercent ou ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Baron Benjamin de Rothschild

Président, Français, 1963

Formation

1984 Master en Business and Management, Pepperdine University, California (US)

Parcours professionnel

1985 BP, Londres

1985-1987 Groupe Edmond de Rothschild, Genève et Paris

1989 Président
Fondation de la Compagnie Benjamin de Rothschild

Fonction actuelle

depuis 1997 Président des Conseils d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

Mandats d'administrateur

Président du Conseil d'Administration de :

- Edmond de Rothschild Holding S.A.
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Edmond de Rothschild S.A.
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A.
- The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd (Israël)
- The Edmond de Rothschild Foundation

Membre du Conseil d'Administration de :

- La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Vinicole Baron Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance)
- EBR Ventures

Président du Conseil de Surveillance de :

- Edmond de Rothschild (France)
- Edmond de Rothschild Heritage

Membre du Conseil de Surveillance des Domaines Barons de Rothschild (Lafite)

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Présidente, Française, 1965

Formation

1984 Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes

1988 BBA en Finance, Pace University, New York

1990 MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990 Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York

1990-1995 Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

Fonction actuelle

Présidente du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Asset Management (France)

Présidente du Conseil d'Administration d'Administration et Gestion S.A.

Présidente des Comités de Rémunération et de Nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Présidente du Conseil d'Administration de :

- Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA

Vice-Présidente du Conseil d'Administration de :

- Edmond de Rothschild S.A.
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A. (Suisse)

Vice-Présidente du Conseil de surveillance de :

- Edmond de Rothschild (France)
- Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)

Membre du Conseil d'Administration de :

- Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)
- Edmond de Rothschild Private Equity S.A.
- Amdocs Limited (USA)

Secrétaire générale du Collège des Fondateurs de l'OPEJ

1) Suite au décès de François Hottinger le 10 juin 2018, annoncé par communiqué de presse le 14 juin 2018 (<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/communiqués-de-presse>). Avant cette date, le Conseil d'Administration se composait de neuf membres.

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974 Institut d'Études Politiques de Paris
1975 Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977 MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980 Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987 Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999 Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity :
- 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement
- 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque
- 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank)
- 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004 Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire
2004 Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011 Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2011-2013 Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
2011-2017 Secrétaire général Groupe

Mandats d'administrateur

depuis 1999 KPMG Associés, Paris
Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2005 KPMG S.A., Paris
Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2011 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration,
Membre du Comité d'Audit et des Risques et
Membre des Comités de Rémunération et de Nomination
depuis 2014 Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A.
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015 Rotomobil
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011 Edmond de Rothschild S.A.
Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des Risques (depuis 2015)
depuis 2011 Edmond de Rothschild (France)
Membre du Conseil de Surveillance et Président du Comité d'Audit (depuis 2015)
depuis 2015 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques et Vice-Président du Comité de Rémunération et de Nomination
2015-2018 Sisaho International, Paris
Membre du Comité de Surveillance
2015-2018 Siaci Saint Honoré, Paris
Membre du Comité de Surveillance

Luc J. Argand¹⁾

Membre, Suisse, 1948

1) Jusqu'au 24 avril 2018. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels. (cf page 18 du rapport annuel 2017).

Tobias Guldemann

Membre, Suisse, 1961

Formation

- 1976-1980 Ecoles à Zurich
- 1980-1986 Licence en Sciences économiques
Université de Zurich, Suisse
- 1986-1990 Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

- 1980-1986 Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
- 1986-1990 Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
- 1990-1996 Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
- 1998-2004 Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
- 2002-2004 Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
- 2005-2006 Membre du Conseil d'administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
- 2006-2009 Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
- 2002-2013 Membre du Conseil d'administration de CSI / CSSEL
- 2004-2013 Directeur des risques et membre du Conseil Exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
- 2015-2016 Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

- depuis 2005 Fondation Hans Huber, Bâle
Membre du Conseil de surveillance
- depuis 2007 Fondation S. Eustachius, Winterthur
Membre du Conseil de surveillance
- depuis 2010 Musée des arts de Winterthur
Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
- depuis 2015 Fedafin AG
Président et Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2016 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
- depuis 2016 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'Audit et des Risques
- depuis 2017 Vice-Président du Conseil d'Administration
- depuis 2017 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et Vice-Président du Comité d'Audit et des Risques
- depuis 2017 Commerzbank AG, Francfort
Membre du Comité de Surveillance
- depuis 2018 Président du Comité d'Audit

François Hottinger¹⁾

Membre, Suisse, 1943

1) Jusqu'au 10 juin 2018, date de son décès. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels (cf page 19 du rapport annuel 2017).

Klaus Jenny¹⁾

Membre, Suisse, 1942

Formation

1967	Licence en Sciences économiques, mention banque (Université de Saint-Gall)
1973	Doctorat en Sciences économiques (Université de Saint-Gall)
1975	Brevet d'Avocat, canton de Glaris
1986	Program for Senior Executives (Massachusetts Institute of Technology)

Parcours professionnel

1972-1998	Crédit Suisse / Credit Suisse Group à partir de 1987 Membre de la Direction Générale Membre du Comité de la Direction Générale Member Executive Board Credit Suisse Group CEO Credit Suisse Private Banking
depuis 1999	Activités indépendantes dans le domaine de la finance d'entreprises institutionnelle et privée

Mandats d'administrateur

depuis 2000	Maus Frères S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2001	Téléverbier S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2009	Assivalor S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2009	Edmond de Rothschild Holding S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2010	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration, Membre des Comités de Rémunération et de Nomination et Président du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2010	Stellaria S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2014	Lombard Odier SCA Membre de l'Organe de contrôle

1) Jusqu'au 26 avril 2019.

Maurice Monbaron

Membre, Suisse, 1946

Formation

1965	Diplôme de commerce École de Commerce, Neuchâtel
1965-1966	Employé service ventes, Montres Cortébert, Bienne
1968	Baccalauréat ès sciences commerciales, Collège de Fribourg
1972	Licence HEC, Université de Lausanne

Parcours professionnel

1972-1988	American Express Bank (Switzerland) AG, analyste crédits commerciaux et exploitant banque commerciale à Zurich, Directeur adjoint de la succursale de Genève, Directeur de la succursale de Bâle, Directeur de la succursale de Genève
1988-1990	Directeur général adjoint de la TDB American Express Bank à Genève et membre de la Direction générale
1990-2005	Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Directeur général adjoint dès 1992, Directeur général dès 1996, Responsable Private Banking International pour le groupe Crédit Lyonnais

Mandats d'administrateur

depuis 1992	CCI France Suisse Membre du Conseil d'Administration
2008-2013	Président du Conseil d'Administration
depuis 2010	Hôtel Royal SA, Crans-Montana Membre unique du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2016	Hôtel Royal SA, Crans-Montana Président du Conseil d'Administration

François A. Pauly

Membre, nationalité luxembourgeoise, 1964

Formation

1984-1987 ESCP Europe, Paris, Oxford, Berlin

Parcours professionnel

1987-2004 Dexia Banking Group
Senior Management position in Retail, Corporate Banking
Deputy CEO Dexia Crediop Italia (2002-2003)

2004-2007 Bank Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Luxembourg) SA
CEO
Sal Oppenheim International SA
Member of the Management Board

2007-2010 Sal. Oppenheim Jr. & Cie SCA
General Manager
Board Member of Swiss, Austrian, German banking affiliates

2011 BIP Investment Partners SA
CEO

2011-2014 Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL)
CEO

2014-2016 Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL)
Chairman of the Board of Directors

Mandats d'administrateur

depuis 1995 Compagnie Financière La Luxembourgeoise - Chairman

depuis 1995 Lalux Group SA & affiliates

depuis 2004 Cobepa / Cobehold Bruxelles

depuis 2007 M&C Milano

depuis 2015 IWG Plc Zug

depuis 2015 Castik Capital Partners

depuis 2016 Quilvest Wealth Management, Luxembourg

depuis 2016 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration et
Membre du Comité d'Audit et des Risques

depuis 2016 Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg
Vice-Président du Conseil d'Administration et
Président du Comité d'Audit et des Risques

depuis 2018 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et
du Comité d'Audit et des Risques

Philippe Perles

Membre, nationalités suisse et française, 1961

Formation

1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles,
Université de Genève

1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève
Membre du Directoire
Membre du Comité d'allocations d'actifs et
d'investissements à Genève pour la politique
d'investissements internationaux de la banque
Gestionnaire de fonds internationaux

1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du
développement commercial

2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du
développement commercial et produits

2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial
et produits

2010-2011 Novel Management Services, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial
et produits

2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe, fondateur et Directeur
général

Fonction actuelle

depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Londres et Luxembourg
Fondateur et Directeur associé, responsable du
développement commercial et produits

Mandats d'administrateur

depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF)
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2018 Membre des Comités de Rémunération et de Nomination

depuis 2016 Bedrock Holdings SA
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Membre du Conseil de Surveillance et
Président du Comité d'Audit

depuis 2017 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA
Membre du Conseil d'Administration

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

Au surplus, il est précisé que Maître Luc J. Argand est Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 ORAb

Conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 de l'ORAb, les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 19quater concernant le nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

3.4. Élection et durée du mandat

Conformément à l'ORAb, l'Assemblée générale élit individuellement le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts*, conformément aux dispositions légales, que les membres du Comité de Rémunération et le Représentant Indépendant sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 61 ans au 31 décembre 2018.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
Baron Benjamin de Rothschild	1985	2019
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2019
M. Jean Laurent-Bellue	2011	2019
M. Luc J. Argand [#]	1993	2018 ¹⁾
M. Tobias Guldemann [#]	2016	2019
M. François Hottinger [#]	1970	2018 ²⁾
M. Klaus Jenny [#]	2010	2019 ³⁾
M. Maurice Monbaron [#]	2013	2019
M. François Pauly	2018	2019
M. Philippe Perles [#]	2015	2019

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques ».

3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 et 22bis des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

1) Jusqu'au 24 avril 2018. Luc Argand n'ayant pas sollicité le renouvellement de son mandat lors de l'Assemblée générale.
2) Jusqu'au 10 juin 2018, date du décès de François Hottinger.
3) Jusqu'au 26 avril 2019.

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'Audit et des Risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1. et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de huit membres au 31 décembre 2018, est présidé par le Baron Benjamin de Rothschild. Depuis le 26 avril 2012, la Baronne Benjamin de Rothschild et Monsieur Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Présidente et de Secrétaire. (pour la composition à l'issue de l'Assemblée générale du 26 avril 2019, se référer à la page 18.) Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts*). En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité Exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

Si le Président du Comité Exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité Exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'Audit et des Risques, d'un Comité de Rémunération et d'un Comité de Nomination.

Le Comité d'Audit et des Risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'Audit et des Risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné cinq de ses membres¹⁾, soit Klaus Jenny (Président), Tobias Guldimann (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue, Maurice Monbaron et François Pauly, pour faire partie du Comité d'Audit et des Risques. Par ailleurs, Madame Fabienne Thionnet-Chevrier, Avocate, exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent majoritairement aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

1) A compter du 24 avril 2018, François Pauly a rejoint le Comité d'Audit et des Risques. Il en prendra la présidence à l'issue de l'Assemblée Générale du 26 avril 2019, en remplacement de Klaus Jenny.

Le Comité de Rémunération et le Comité de Nomination

En vertu des Statuts* (Art. 22bis) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de Rémunération, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration et élus par l'Assemblée générale, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité Exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'Administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sous forme de vote (art. 9 ch. 6 et 7 des Statuts*).

En 2018, l'Assemblée générale a élu quatre membres, soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), Messieurs Klaus Jenny et Philippe Perles, pour faire partie du Comité de Rémunération. Ces mêmes personnes seront proposées à la réélection lors de l'Assemblée générale du 26 avril 2019, à l'exception de Monsieur Klaus Jenny qui sera remplacé par Madame Katie Blacklock.

Le Comité de Nomination, quant à lui, est chargé de préavisier le Conseil d'Administration concernant la nomination et la révocation des administrateurs, des membres du Comité Exécutif et des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque.

La composition du Comité de Nomination est identique à celle du Comité de Rémunération selon l'article 3.2.1.2 du Règlement interne.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) des Comités précités figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

Se référer également au Rapport de Rémunération en pages 121 à 128.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni huit fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ;
3. Rapport du CEO ;
4. Rapport du CFO ;
5. Rapport du CAO ;
6. Rapport du CRO ;
7. Rapport du Responsable Legal & Compliance ;
8. Rapport du Comité d'Audit et des Risques ;
9. Rapport du Comité de Rémunération ;
10. Intervention des administrateurs indépendants ;
11. Droit boursier ;
12. Divers.

3.6. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit :

- a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ;
- b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ;
- c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ;
- d) nommer et révoquer les membres du Comité Exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ;
- e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ;
- f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ;
- g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ;
- h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ;
- i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ;
- j) informer la FINMA en cas de surendettement ;
- k) établir le Rapport de rémunération.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du Groupe EdR (Suisse), (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit et des risques, (vii) l'approbation des budgets de la Banque et du Groupe EdR (Suisse), (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du Groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque

et du Groupe EdR (Suisse), (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'audit et des risques, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS), à la SIX et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la réglementation FINMA sur l'outsourcing.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forment le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité Exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité Exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le Directeur général et / ou d'autres membres du Comité Exécutif exerçant les fonctions de Directeur financier, Chief Risk Officer et Responsable Juridique & Conformité rendent compte des principales décisions prises par le Comité Exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du Directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur le contrôle des risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 60 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le Président et le Vice-Président du Comité Exécutif tiennent régulièrement informé le Président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité Exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 20 al. 2 OBVM, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le Responsable

de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'Audit et des Risques. Il reporte directement au Comité d'Audit et des Risques. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le Règlement interne de la Banque, ainsi que dans la Charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2018, l'Audit interne comprenait douze personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'Audit et des Risques. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'Audit et des Risques traite les rapports de l'Audit interne en présence du Responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le Responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'Audit et des Risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le Président du Conseil d'Administration ou du Comité d'Audit et des Risques peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'Audit et des Risques pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'Audit et des Risques a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 60 à 63 du présent Rapport.

4. Direction générale

Le Comité Exécutif se compose de cinq membres au 31 décembre 2018¹, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe hebdomadaires. En 2018, il s'est réuni 45 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité Exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité Exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.4.1.3). Les séances du Comité Exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque Département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité Exécutif. À l'issue de séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité Exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les Départements et Services concernés, dont les boucléments avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la Fonction Compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité Exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité Exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité de Direction Banque Privée, un Comité de Direction Opérationnel, un Comité de Stratégie d'Allocations d'Actifs, un Comité de Conformité, un Comité des Risques, un Comité des Crédits, un Comité Assets Liabilities Management, un Comité d'Ouvertures de Comptes et un Comité d'Éthique.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité Exécutif, ainsi que l'Audit interne.

Le Comité Exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

1) Suite au départ d'Yves Aeschlimann le 18 octobre 2018.

4.1. Membres de la Direction générale¹⁾

Emmanuel Fiévet²⁾

Président, Belge, 1969
Directeur général

Formation

1993 Université Catholique de Louvain- Licence en sciences économiques appliquées

Parcours professionnel

1994-2000 Vice-Président JP Morgan- London, EMEA Region
2000-2005 Managing Director Citigroup - London, EMEA Region
2005-2008 Managing Director UBS Wealth Management, London, UK Domestic
2008-2014 Managing Director Barclays Wealth and Investment Management, London/Geneva, EMEA & UK Markets

Fonctions actuelles

depuis 2014 CEO d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. & Head of International Private Banking
Président du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

depuis 2014 Membre du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Président du Conseil d'Administration

depuis 2014 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.
Président du Conseil d'Administration

2014 - 2018 Edmond de Rothschild Private Equity, Luxembourg
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Monaco)
Président du Conseil d'Administration et
Membre du Comité d'Audit et des Risques

depuis 2016 Edmond de Rothschild (Europe)
Président du Conseil d'Administration

depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Membre du Conseil de Surveillance

depuis 2017 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2018 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA
Membre du Conseil d'Administration

Martin Liebi³⁾

Vice-Président, Suisse, 1965
Directeur général adjoint

Formation

1986-1991 Université de Berne, Faculté d'Economie (magna cum laude)

Parcours professionnel

1995-1996 Cadre, Responsable de la Banque de détail, région de Sopraceneri, Credit Suisse

1997-1999 Directeur, Responsable de la Clientèle privée et des Clients PME, Credit Suisse

1999 - 2001 Directeur adjoint, Responsable de la Banque privée, Finter Bank Zurich

2001 - 2003 Membre de la Haute Direction, Responsable de l'agence de Lugano, Lloyds TSB Bank plc

2003 - 2004 Membre de la Haute Direction, Responsable des marchés francophones et italien, Lloyds TSB Bank plc

2004 Membre de la Haute Direction, Responsable Europe, Lloyds TSB Bank plc

2005 - 2008 Membre de la Haute Direction, Responsable Europe et succursales européennes, Lloyds TSB Bank plc

2008 - 2015 Responsable de la Banque privée en Suisse et Responsable de la succursale de Zurich, Schroder & Co. Bank AG

2015-2017 Responsable de la Clientèle privée en Suisse, Notenstein La Roche Private Bank Ltd

Fonctions actuelles

depuis 2017 Directeur général adjoint et Vice-Président du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

depuis 2017 Responsable du Bureau de Représentation d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. à Dubaï

1) Pour la nouvelle composition à compter du 14 mars 2019, se référer à la page 13.

2) Jusqu'au 13 mars 2019.

3) Jusqu'au 13 mars 2019.

Cynthia Tobiano

Membre, Française, 1976
Directeur
CFO

Formation

1994-1996 Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000 Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998 Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2003 Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006 Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011 Goldman Sachs, Londres/Paris, Vice-Président - équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013 Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement
Membre du Comité de Direction et du Comité Exécutif

Fonctions actuelles

depuis 2013 Directeur Financier du groupe Edmond de Rothschild et d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild et d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Mandats d'administrateur

depuis 2012 Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël)
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2012 Edmond de Rothschild Private Equity S.A. (France)
Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2013 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques et depuis 2017 Présidente du Comité d'Audit
depuis 2013 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013 Edmond de Rothschild (Europe)
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et des Risques
depuis 2013 LCFR UK PEP Limited (United Kingdom) (en liquidation)
Directeur
depuis 2014 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA (Suisse)
Membre du Conseil d'Administration (Présidente de 2014 à 2018)
depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit

Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966
Directeur
CRO et Responsable Legal & Compliance

Formation

1986 Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987 Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990 Master in Management - EDHEC Business School, France
1998 U.S. CPA
2002 Senior Executive Program, Columbia Business School, New York

Parcours professionnel

1990-1993 Deloitte & Touche, Paris
1993-1997 PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999 PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010 PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010 PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012 EFG International AG, Directeur financier
Membre du Conseil d'administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013 Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015 Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

depuis 2015 Chief Risk Officer d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du groupe Edmond de Rothschild, Responsable Legal & Compliance depuis le 18 octobre 2018
Membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Swissquote Bank
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015 Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES)
Président du Conseil d'Administration
depuis 2015 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et
Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2015 Swissquote Group Holding
Membre du Conseil d'Administration et
Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015 Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild
Président du Conseil de fondation
depuis 2015 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Membre du Comité d'Audit
depuis 2017 Edmond de Rothschild Informatique SA (en liquidation)
Administrateur liquidateur
depuis 2018 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA
Membre du Conseil d'Administration

Sabine Rabald

Membre, Suisse, 1969
Directeur général adjoint
CAO

Formation

1986-1989 Société de Banque Suisse Genève
Apprentissage de commerce - CFC de Commerce

Parcours professionnel

1990-1995 Société de Banque Suisse, Genève
Gestion des liquidités (1 an)
Back-Office dérivés devises (2 ans) + Middle-Office
Société de Banque Suisse, Zurich
Back-Office dérivés bourse (2 ans)

1995-2014 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.,
Genève

1995-1997 Collaboratrice Back-Office

1998-2007 Responsable Back-Office et Contrôle

2007-2013 Directeur Contrôle & Compliance

2014 Présidente du Comité Exécutif
Directeur du Département Administration/Contrôle
& Compliance

Fonctions actuelles

depuis 2014 Directeur Général Adjoint, CAO et
membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse)
S.A.

depuis 2015 COO et membre du Comité Exécutif du Groupe Edmond de
Rothschild

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Edmond de Rothschild Private Equity S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2014 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A.
Membre du Conseil d'Administration

2015 - 2018 Compagnie Benjamin de Rothschild Management
(Luxembourg) S.A.
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2015 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Membre du Comité d'Audit

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Europe)
Membre du Conseil d'Administration

depuis 2016 Membre du Comité d'Audit et des Risques

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration et depuis 2017 Vice-
Présidente du Comité d'Audit et des Risques

depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit et
des Risques et depuis 2018 Vice-Présidente du Comité
d'Audit et des Risques

depuis 2016 Finhub SA
Membre du Conseil d'Administration

Yves Aeschlimann¹⁾

Membre, Suisse, 1967
Directeur
Responsable Juridique et Compliance

Formation

1993 Master en droit, Université de Genève

1996 Brevet d'Avocat au Barreau de Genève

Parcours professionnel

1996-1999 Avocat au barreau de Genève

1999-2000 Tribunal de première instance du Canton de Genève, Greffier
de juridiction

2001-2009 Magistrat au Pouvoir judiciaire du Canton de Genève, Juge
d'instruction

2010-2012 Banque mondiale, Washington DC, Senior Financial Sector
Specialist, Financial Market Integrity

Fonctions actuelles

2013- 2018 Directeur, Responsable Compliance et Juridique
du Groupe Edmond de Rothschild et d'Edmond de
Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild
(Suisse) S.A.

2014-2018 Membre du Comité Exécutif Groupe

Mandat d'administrateur

2017-2018 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.
Membre du Conseil d'Administration

Emanuela Bonadiman²⁾

Membre, Italienne, 1963
Directeur Ressources Humaines

1) Jusqu'au 18 octobre 2018.

2) Jusqu'au 7 mars 2018. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels (cf page 30 du rapport annuel 2017)

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Les membres du Comité Exécutif n'exercent pas d'autres activités ou ne font pas partie de groupements d'intérêt au sens de l'article 4.2. de la DCG de la SIX Exchange Regulation, à l'exception de celles décrites à la section 4.1.

4.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 ORAb

Comme le requiert l'article 12 al. 1 ch. 1 de l'ORAb, les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 23bis al. 3 sur le nombre maximum des mandats externes pouvant être exercés par les membres du Comité Exécutif.

Ainsi, dans les limites autorisées par la réglementation bancaire suisse, les membres du Comité Exécutif peuvent, avec l'accord du Conseil d'Administration, exercer trois mandats au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces. Les mandats exercés pour des entités juridiques sous contrôle commun sont réputés ne constituer qu'un seul mandat pour les besoins de cette disposition.

Il est précisé qu'au sens de la disposition statutaire susvisée, une société n'est pas considérée comme une entité juridique tierce au sens de cette disposition et n'est donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de mandats susmentionné, si :

1. elle contrôle la Banque directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle ; ou
2. elle n'a pas l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger ;
ou
3. le mandat est exercé à la demande de la Banque ou d'une entité juridique contrôlée par la Banque directement ou indirectement.

4.4. Contrats de management

De tels contrats n'existent pas chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/informations-generales.

5. Rémunérations, participations et prêts

Conformément à l'ORAb, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie les informations requises sur les rémunérations de son Conseil d'Administration et de son Comité Exécutif dans son Rapport de rémunération (page 121).

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 4 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 5 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 9 des Statuts* et Art. 685c al. 2 du Code des obligations).

Les Statuts* ne contiennent pas de dispositions limitant les droits de vote liés aux actions au porteur. Les détenteurs d'actions au porteur sont autorisés à exercer le droit de vote à l'Assemblée générale par la simple production des titres ou de toute autre manière prescrite par le Conseil d'Administration (Art. 14 al. 3 des Statuts*).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un actionnaire détenteur d'actions nominatives ne peut se faire représenter à l'Assemblée générale que par un autre propriétaire d'actions nominatives au bénéfice d'un pouvoir écrit ou par le représentant indépendant (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.

Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 % au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.

Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 pour les publications de la société.

Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

6.5. Inscriptions au registre des actions

Le délai d'inscription des actions nominatives, non cotées, échoit, selon la pratique de la société, le jour de la publication de l'ordre du jour.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 3 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 **Prise d'effet du mandat de révision en cours**

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Beresford Caloia est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2012.

Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans. Beresford Caloia sera ainsi remplacé en 2019 par Christophe Kratzer.

8.2. Honoraires de révision

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 4'162'000.– y compris TVA, au titre d'honoraires de révision au sens de la clause 8.2. de la DCG.

8.3. Honoraires supplémentaires

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 1'526'000.– y compris TVA, au titre d'honoraires supplémentaires au sens de la clause 8.3. de la DCG.

8.4. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'Audit et des Risques. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2018 ont été présentés au Comité d'Audit et des Risques lors de sa séance du 29 août 2018. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'Audit et des Risques ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'Audit et des Risques, au Comité Exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'Audit et des Risques.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe ses actionnaires, les investisseurs potentiels, ses collaborateurs et le public en général, de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale de ses actionnaires et sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » : <https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/informations-générales>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet: www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » : <https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/informations-générales>.

Événements et agenda

13 mars 2019

Annonce des résultats annuels 2018

29 mars 2019

Parution du Rapport annuel 2018

1^{er} avril 2019

Publication de la convocation à l'Assemblée générale des actionnaires et de l'ordre du jour dans la FOOSC (publication intégrale), le Temps, l'Agefi, Neue Zürcher Zeitung, Finanz und Wirtschaft (publications résumées)

26 avril 2019

Assemblée générale ordinaire des actionnaires, à Genève (Château de Pregny)

30 août 2019

Publication du rapport semestriel 2019

Contacts

Relations avec les investisseurs

Madame Cynthia Tobiano
Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
c.tobiano@edr.com

Relations avec les médias

Madame Florence Gaubert
Group Head of external affairs
Edmond de Rothschild
T. +41 58 818 87 87
f.gaubert@edr.com

Relations bourse

Monsieur Jean-Christophe Pernollet
Responsable Juridique & Conformité
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 86 01
F. +41 58 818 91 91
jc.pernollet@edr.com

Madame Fabienne Thionnet-Chevrier
Avocate

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 90 74
F. +41 58 818 91 91
f.thionnet-chevrier@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.ch
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

Rapport de gestion

40	Chiffres-clés	53	État des Capitaux Propres
41	Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés	54	Tableau de financement consolidé
45	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés	56	Annexe aux comptes consolidés
50	Bilan consolidé	65	Informations relatives au bilan
52	Compte de résultat consolidé		

Chiffres-clés

du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2018	2017	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	99'424	75'910	23'514	31,0
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	490'293	455'035	35'258	7,7
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	59'267	89'414	(30'147)	(33,7)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(574'541)	(530'424)	(44'117)	8,3
Résultat opérationnel	62'142	88'125	(25'983)	(29,5)
Bénéfice du Groupe	221'739	76'047	145'692	191,6
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres ¹⁾	19,4	6,3	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	1,4	0,5	-	-
Actions (en CHF)				
Résultat par action au porteur après déduction de la part des intérêts minoritaires	2'517	715	1'802	252,1
Résultat par action nominative après déduction de la part des intérêts minoritaires	503	143	360	252,1
	2018	2017	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	1'684'773	1'920'723	(235'950)	(12,3)
Créances sur la clientèle	2'820'068	2'939'386	(119'318)	(4,1)
Engagements envers les banques	867'441	1'048'173	(180'732)	(17,2)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	12'519'207	13'153'263	(634'056)	(4,8)
Fonds propres	1'291'235	1'294'698	(3'463)	(0,3)
Total du bilan	15'163'186	16'017'626	(854'440)	(5,3)
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	25,6%	27,8%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	25,6%	27,8%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	173,0%	157,2%	-	-
Ratio de levier en %	6,3%	6,7%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	127'620	137'448	(9'828)	(7,2)
<i>dont prises en compte doubles</i>	6'910	6'827	83	1,2
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	(4'040)	(2'398)	(1'642)	-
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	1'857	1'815	42	2,3
- en Suisse	850	832	18	2,2
- à l'étranger	1'007	983	24	2,4
Effectif à la fin de la période	1'876	1'792	84	4,7
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	1'825	1'743	82	4,7

¹⁾ Y compris le bénéfice net du Groupe après paiement du dividende de la Maison Mère et parts des intérêts minoritaires.

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 26 avril 2019

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année a été marquée par une inquiétude grandissante des investisseurs quant à une potentielle réduction des liquidités injectées par les banques centrales et en particulier par la Réserve Fédérale. Aucune classe d'actifs, pas même les emprunts d'Etat ou l'or, n'a enregistré des performances positives. La volatilité accrue et les craintes portant sur un ralentissement de l'activité mondiale en 2019 ont alimenté la défiance des investisseurs envers les actifs risqués. L'année 2018 sur les marchés financiers restera sans aucun doute parmi l'une des plus difficiles.

Le Groupe a poursuivi son développement stratégique en confirmant son ambition forte de devenir la référence des Maisons d'investissement de conviction s'articulant autour de plus de focalisation, plus de typicité et plus de convergence.

Pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ceci s'est traduit par l'exécution de notre stratégie de concentration sur nos expertises et nos clientèles cœurs, et la réalisation d'opérations structurantes de simplification de notre bilan entraînant des gains exceptionnels significatifs.

Ainsi, afin de continuer à optimiser nos activités, nous avons cédé une partie de notre portefeuille immobilier suisse tout en restant le locataire unique ou principal de l'ensemble de ces bâtiments. Cette opération d'envergure nous permet de gagner en efficience.

De même le chantier de modernisation de la Banque Privée Internationale s'est poursuivi. Afin d'accroître notre efficacité, la plateforme informatique existante a été redéfinie et dotée de nouveaux outils plus performants. La migration vers la solution intégrée Avaloq permet d'aborder l'ensemble des processus métiers de la chaîne de valeurs sur une même plateforme. Après la Suisse, la solution est désormais déployée au Luxembourg, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne et au Portugal.

La convergence et la transversalité de nos équipes sont aujourd'hui une réalité pour l'ensemble de nos implantations en Suisse, au Luxembourg, en Espagne, en Belgique, au Portugal et au Royaume-Uni. Après avoir rapproché nos métiers de banque privée et de gestion d'actifs, nous avons regroupé en 2018 l'ensemble de notre offre en immobilier, private equity et gestion d'actifs sur une seule et même plateforme de commercialisation tandis que, sur un plan organisationnel, toutes nos activités immobilières sont désormais rassemblées au sein d'un seul et même pôle.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation,

nos outils et notre contenu afin de servir au mieux nos clients. Nous continuons à renforcer notre positionnement sur des thématiques pour offrir à nos clients des solutions d'investissement qui vont au-delà de la performance financière et sont ancrées dans l'économie réelle.

Dans ce contexte mouvementé, les avoirs de la clientèle se montent en fin d'année à CHF 128 milliards au 31 décembre 2018. La diminution de 7% des avoirs au regard du niveau de fin d'année 2017 est principalement la conséquence de la baisse des marchés sur l'année et du niveau des devises en fin de période (-5%). Dans le même temps, le Groupe a connu une décollecte de CHF 2,5 milliards, conséquence principalement de la finalisation du recentrage du Groupe sur ses clients et marchés prioritaires.

Deux de nos fonds dépassent le milliard d'encours sur des convictions fortes que sont la gestion flexible obligataire ainsi que la dette subordonnée financière. Notre plateforme de dette d'infrastructure, qui a dépassé les 1,6 milliard de CHF en 2018, nous a permis d'investir dans des infrastructures vertes en Europe, de soutenir le développement d'énergies innovantes notamment en cofinçant la construction d'une centrale de biomasse en Angleterre et a obtenu un nouveau trophée distinguant notre équipe de gestion pour la qualité et la pertinence de son offre face à des gérants d'infrastructures européens de référence.

Notre gamme Immobilier a continué de se renforcer cette année avec l'acquisition de Cording Real Estate S.A. Toutes nos entités (Orox, Cleaveland et Cording) sont désormais regroupées sous une même plateforme qui compte 10 milliards de CHF d'actifs sous gestion et 170 professionnels dédiés.

Nos stratégies innovantes de private equity ont pour objectif de dégager de la performance tout en ayant un impact social, économique et environnemental positif dans des domaines aussi variés que la dépollution de friches industrielles en Europe, la conversion de cultures en agroforesterie, l'investissement dans des entreprises en croissance en Afrique ou le traitement de l'eau.

Dans un monde très concurrentiel, la marque est un élément stratégique et il était fondamental de clarifier son usage. C'est chose faite depuis la conclusion d'un accord avec Rothschild & Co qui permet à nos deux groupes de poursuivre leur développement dans les conditions d'une concurrence loyale et à l'occasion duquel nous avons dénoué nos participations croisées.

La plateforme internationale affiche, elle aussi, cette année de solides performances.

Monaco

À Monaco, notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2018. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une progression des actifs moyens sur la période de près de 8%, les apports nets ont représenté plus de 500 millions d'euros.

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe), notre filiale à Luxembourg, poursuit une stratégie de croissance dans ses différents métiers que sont la banque privée, l'asset management et l'administration de fonds communs de placement. Elle poursuit également son développement commercial en banque privée dans ses succursales de Belgique, d'Espagne, ainsi qu'au Portugal.

L'offre d'asset servicing, à destination des professionnels de la gestion, a également été complétée. Avec EOS (Extended Outsourcing Services), les gérants pour compte de tiers de taille moyenne peuvent désormais bénéficier des outils de gestion de portefeuille et de distribution performants que nous avons développés pour nos propres besoins.

Au total ce sont plus de 600 collaborateurs, au travers de nos activités de Banque privée, de distributions de fonds, d'asset servicing, aux services de notre clientèle privée ou institutionnelle, qui assurent le suivi de près de 59 milliards d'euros d'actifs de notre clientèle.

Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Ces activités regroupent une cinquantaine de collaborateurs. Avec CHF 2,4 milliards d'encours sous gestion notre plateforme israélienne est présente aussi bien en banque privée qu'en gestion d'actifs.

Royaume-Uni

Notre plateforme londonienne se concentre sur des expertises phares dotées d'une forte « typicité », comme celles de financement d'infrastructures, de fonds de Hedge Funds ou de conseil aux entreprises, pour lesquelles nous sommes reconnus.

Ainsi en 2018, notre expertise sur la dette d'infrastructure poursuit sa forte croissance avec plus de 1.6 milliard d'encours de CHF. Dans le cadre des « European Pensions Awards », la plateforme infrastructure BRIDGE a été récompensée, pour la deuxième année consécutive, du trophée « Infrastructure Manager of the Year ».

Résultats Comptes consolidés

Au 31 décembre 2018, les avoirs de la clientèle atteignent ainsi CHF 127,7 milliards (contre CHF 137,4 milliards fin 2017).

À CHF 694 millions, les revenus consolidés progressent de plus de 5% prenant compte de l'intégration de l'activité immobilière de Cording (+3% à périmètre constant). Ce niveau de revenus traduit la bonne orientation de l'activité de bilan, en lien avec le développement des activités de crédit et des résultats significatifs sur l'activité de change, le succès de nos partenariats notamment en asset management, ainsi que l'environnement de forte volatilité sur les marchés en 2018.

Le résultat net des intérêts est en progression de plus de CHF 23 millions par rapport à l'exercice précédent (soit +31%). Cette évolution est à mettre en lien avec les résultats de trésorerie et marge d'intérêts, portée notamment par la volatilité des taux sur les devises ainsi que l'augmentation du volume des crédits. De plus, les revenus du portefeuille de compte propre sont en progression.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de 7,7% pour s'établir à CHF 490 millions, comparés à CHF 455 millions en 2017. L'intégration des activités de Cording et l'effet année pleine des activités d'EdRAM Suisse intégrée en 2017 renforce une bonne orientation de cette ligne de revenus porté par la croissance des encours moyens tant en Banque privée qu'en Asset Management.

Le résultat des opérations de négoce diminue de près de 34% par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 59 millions, comparés à CHF 89 millions en 2017. Cette évolution est la conséquence d'un volume traité, principalement sur les devises en recul vis-à-vis de 2017.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à près de CHF 46 millions, en progression de 18% par rapport à l'exercice précédent, en lien notamment avec les revenus de property management de Cording intégrés durant l'exercice.

Le taux de marge brute induit une baisse légère en passant de 53 bps à 51 bps en 2018 signe des contraintes de marché.

À CHF 575 millions, les charges d'exploitation affichent une progression de l'ordre de 8% sur l'année. A périmètre constant, les charges sont maîtrisées affichant une progression contenue de +1%. A périmètre constant, cette tendance intègre des frais de personnel en progression de 2% et des autres charges d'exploitation en baisse de près de 1%.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à CHF 119,9 millions, contre CHF 128,4 millions en 2017 (- 7%).

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 42 millions en progression de 2,6 millions de CHF, en lien avec les investissements dans la nouvelle plateforme informatique de la Banque Privée Internationale.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 15,9 millions, comparées à CHF 1 million en 2017. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des provisions pour risques liées à des dossiers juridiques en cours au niveau d'Edmond de Rothschild (Europe) et à des pertes opérationnelles chez EdR (Suisse) S.A. et EdR (Europe).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 62 millions, contre CHF 88 millions lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 209 millions, composés principalement de la vente des immeubles détenus par les banques en Suisse, dans le cadre de l'opération de « sales & leaseback », ainsi que de cessions de participations Rothschild & Co, Rothschild Holding AG et RIT Capital Partners.

La dotation aux réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 9,8 millions en 2017, comparés à CHF 7,5 millions en 2017.

Les impôts s'établissent à CHF 59 millions, comparés à CHF 26 millions en 2017, en lien avec le niveau élevé de produits extraordinaires.

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 221,7 millions, en progression de CHF 145,7 millions par rapport à 2017.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 15,2 milliards, comparé à CHF 16 milliards au 31 décembre 2017.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a diminué de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 13,1 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 77,7 millions, comparées à CHF 108,2 millions en 2017.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1'518 millions, comparé à CHF 1'544 millions en 2017, en baisse de 1,7%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 161,9 millions, comparés à CHF 192,3 millions en 2017.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 13,4 milliards, comparés à CHF 14,2 milliards en 2017. Ils représentent 88,3% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 231,6 millions, comparées à CHF 241,3 millions en 2017.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,3 milliard. Ils représentent 8,5 % du total du bilan.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide et liquide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 25,6% à fin décembre 2018, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de près de CHF 528 millions.

Perspectives pour l'année 2019

En dépit de ce contexte incertain, certains indicateurs demeurent encourageants. Notre équipe de recherche économique estime en effet que la croissance mondiale pourrait être soutenue par plusieurs facteurs, et en premier lieu par le plan de relance chinois. L'économie américaine devrait, quant à elle, bénéficier d'une consommation dynamique, du recul des prix du pétrole et de l'impact structurel de la réforme fiscale de Donald Trump. En Europe, l'absence d'élections nationales, dans la plupart des grands pays, devrait éviter un risque politique supplémentaire. Enfin, les banques centrales devraient se montrer « patientes » et attentives à la volatilité des marchés et à la détérioration de la conjoncture. Les perspectives d'activité pourraient donc même dépasser les attentes des investisseurs.

Nous comptons accélérer le déploiement de notre stratégie et le développement de nos activités. Tous ces projets entrepris et initiés répondent à une même stratégie de différenciation et d'adaptation dans une industrie qui se transforme.

Son actionnariat familial et la solidité de notre bilan restent un atout majeur pour nous apporter la stabilité nécessaire à ces changements. La quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme nous permettent de relever les défis de 2019 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de nos clients.

Le Conseil d'Administration

Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Genève

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses filiales (« le Groupe »), comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres, le tableau de financement et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018, y compris un résumé des principaux principes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 50 à 87) donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques (« PCB ») et sont conformes à la loi suisse.

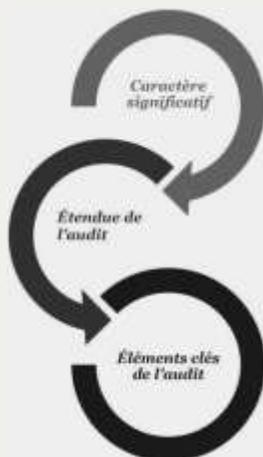
Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse et les Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé « Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes consolidés ».

Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Notre approche d'audit

Vue d'ensemble



- Caractère significatif global: CHF 3'150'000
- Nous avons effectué un audit (« full scope audit ») pour 7 entités du Groupe situées dans 5 pays.
- Notre audit couvre plus de 85.6% du résultat avant impôts et 98.8% du total du bilan
- Le domaine suivant a été identifié comme élément clé de l'audit:
 - Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales



Étendue de l'audit

Nous avons adapté l'étendue de notre audit de manière à effectuer suffisamment de travaux afin d'émettre une opinion d'audit portant sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble, compte tenu de la structure du Groupe, des processus et contrôles internes relatifs à l'établissement des comptes consolidés et du secteur d'activité dans lequel le Groupe opère.

Le Groupe détient trois banques situées dans trois pays différents et plusieurs sociétés financières en Suisse et à l'étranger. De ce fait, en tant que réviseur de groupe, nous avons audité la maison-mère et adressé des instructions aux auditeurs locaux pour 6 entités réparties dans 5 pays. Les auditeurs locaux ont procédé aux audits financiers et nous ont reporté le résultat de leurs travaux. Nous nous sommes assurés de la qualité et de l'étendue des travaux effectués par les auditeurs locaux à travers un examen détaillé de leur rapport final à notre attention, d'entretiens avec les auditeurs des entités les plus significatives et la revue des papiers de travail pour les dossiers nécessitant un jugement significatif. Pour les entités non couvertes par des instructions d'audit, nous avons effectué différentes procédures au niveau du Groupe incluant notamment des revues analytiques afin de nous assurer que tout potentiel risque d'erreur significative ait été identifié et adressé. Nous avons contrôlé les écritures de consolidation qui comprennent notamment les ajustements nécessaires pour assurer le passage des normes locales aux règles comptables du Groupe et l'élimination des opérations intra groupe. Nous avons enfin contrôlé que les comptes consolidés respectaient les PCB et la loi suisse.

Caractère significatif

L'étendue de notre audit a été influencée par le caractère significatif appliqué. Notre opinion d'audit a pour but de donner une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils de matérialité quantitatifs, notamment le caractère significatif global applicable aux comptes consolidés pris dans leur ensemble, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Sur la base de ces seuils quantitatifs et la prise en compte de considérations qualitatives, nous avons déterminé l'étendue de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit et évalué les effets d'anomalies, prises individuellement ou collectivement, sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble.

*Caractère significatif global pour le CHF 3'150'000
Groupe*

Comment l'avons-nous déterminé ? 5% du résultat opérationnel, arrondi. Nous avons également déduit des charges jugées comme non récurrentes et ne faisant pas partie de l'activité habituelle du Groupe.

Justification du choix de la grandeur de référence pour la détermination du caractère significatif global

Nous avons choisi le résultat opérationnel (étant le résultat avant impôts, éléments extraordinaires et variation des réserves pour risques bancaires généraux) comme grandeur de référence. Selon notre appréciation, il s'agit de la grandeur de référence communément utilisée pour mesurer la performance du Groupe, et également d'une grandeur de référence dans l'industrie bancaire.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit et des risques de lui rapporter les anomalies supérieures à CHF 157'500 que nous avons constatées lors de notre audit, ainsi que toutes les anomalies en-dessous de ce montant mais qui, selon notre jugement, doivent être rapportées pour des raisons qualitatives.



Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des comptes consolidés pour l'exercice sous revue. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit global du Groupe et les avons pris en compte lors de l'élaboration de notre opinion d'audit; nous ne délivrons pas d'opinion d'audit distincte à leur sujet.

Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

<i>Éléments clés de l'audit</i>	<i>Manière dont les éléments clés ont été examinés</i>
<p>Dans le cadre de ses activités, le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliqué dans diverses procédures judiciaires et fiscales. Des provisions couvrant les conséquences financières de ces procédures et les honoraires d'avocats prévisionnels y relatifs sont comptabilisés.</p> <p>L'appréciation de l'issue des procédures engagées ou à venir ainsi que des potentielles sorties de fonds associées et leur importance, nécessite un jugement de la part du Groupe pour déterminer le niveau des provisions.</p> <p>Le Groupe a, dans ce cadre, procédé à ses propres analyses internes et obtenu l'avis de conseillers juridiques externes sur les probables développements et implications financières des réclamations et des procédures judiciaires et fiscales. Il a sur, cette base, ajusté le niveau des provisions en considérant les informations connues à la date de l'arrêté des comptes consolidés.</p> <p><i>La situation des provisions pour les risques liés aux réclamations des clients et aux procédures judiciaires et fiscales est présentée à la note 15, page 75 des états financiers.</i></p>	<p>Nous avons évalué l'appréciation du Groupe portant sur l'état et les probables évolutions des réclamations de clients, des procédures judiciaires et fiscales auxquelles le Groupe doit faire face.</p> <p>Nous avons effectué les travaux d'audit spécifiques suivants :</p> <p>Nous avons pris connaissance des procès-verbaux des séances des Conseils d'Administration, des Comités d'Audit et des Risques, des Comités de Direction du Groupe ainsi que de la correspondance avec le régulateur le cas échéant et avons également pris connaissance du registre des plaintes.</p> <ul style="list-style-type: none">- Nous nous sommes entretenus avec la fonction juridique ainsi que la Direction du Groupe au cours de la période, ainsi qu'après la date de clôture des comptes consolidés, afin de comprendre la nature des réclamations et procédures judiciaires et fiscales en cours et de valider le dernier statut en date et les implications comptables.- Nous avons examiné les analyses effectuées par le Groupe portant sur le niveau des provisions, ainsi que les informations présentées dans les notes aux comptes annuels.- Nous avons discuté ces appréciations avec le Conseil d'administration, le Comité d'audit et des risques et la Direction financière du Groupe ainsi qu'avec la fonction juridique interne du Groupe.- Nous avons examiné si les méthodes utilisées pour l'établissement des estimations comptables ont été appliquées de façon permanente.- Nous avons obtenu une confirmation écrite de la part de conseillers juridiques externes du Groupe portant sur leur appréciation des risques et des potentielles conséquences financières à la date de clôture. Nous les avons contrôlées et comparées aux analyses du Groupe et nous nous sommes entretenus directement avec un de ces conseillers juridiques pour les réclamations et procédures juridiques les plus significatives.

Responsabilité du Conseil d'administration pour les comptes consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques et qui sont conformes à la loi suisse. Le Conseil d'administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des NAS permettrait toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne du Groupe.
- Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux comptes consolidés ou, si les informations qu'elle contient sont inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par la société de la continuité de l'exploitation.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et adéquats sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du Groupe, afin de délivrer notre opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe. Nous avons la responsabilité exclusive de notre opinion d'audit.



Nous nous entretenons avec le Conseil d'administration ou avec le Comité d'audit et des risques, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les éventuelles faiblesses significatives de contrôle interne constatées lors de notre audit.

Nous remettons au Conseil d'administration ou au Comité d'audit et des risques, une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui pourraient raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvegarde prises le cas échéant dans ce contexte.

A partir des éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'administration ou avec le Comité d'audit et des risques, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un tel élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en résulteraient excèderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Julien Baer
Expert-réviseur

Genève, le 21 mars 2019

Annexes : Comptes consolidés (bilan, compte de résultat, état des capitaux propres, tableau de financement et annexe)

Bilan

consolidé au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Notes	2018	2017	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités	19	7'111'060	7'284'055	(172'995)	(2,4)
Créances sur les banques	19	1'684'773	1'920'723	(235'950)	(12,3)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	611'020	820'341	(209'321)	(25,5)
Créances sur la clientèle	2,19	2'820'068	2'939'386	(119'318)	(4,1)
Créances hypothécaires	2,19	884'271	763'811	120'460	15,8
Opérations de négoce	3,19	15'568	13'956	1'612	11,6
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	77'678	108'159	(30'481)	(28,2)
Immobilisations financières	5,19	1'517'880	1'543'922	(26'042)	(1,7)
Comptes de régularisation		161'918	192'340	(30'422)	(15,8)
Participations non consolidées	6,7	6'126	77'220	(71'094)	(92,1)
Immobilisations corporelles	8	165'896	258'143	(92'247)	(35,7)
Valeurs immatérielles	9	42'373	45'471	(3'098)	(6,8)
Autres actifs	10	64'555	50'099	14'456	28,9
Total des actifs	11,20,21,23	15'163'186	16'017'626	(854'440)	(5,3)
Total des créances subordonnées		3'383	12'391	(9'008)	(72,7)
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Notes	2018	2017	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques	19	867'441	1'048'173	(180'732)	(17,2)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	12'519'207	13'153'263	(634'056)	(4,8)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	71'991	145'642	(73'651)	(50,6)
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	1'355	-	1'355	-
Comptes de régularisation		305'028	265'660	39'368	14,8
Autres passifs	10	53'418	65'591	(12'173)	(18,6)
Provisions	15	53'511	44'599	8'912	20,0
Réserves pour risques bancaires généraux		231'556	241'340	(9'784)	(4,1)
Capital social	16	45'000	45'000	-	-
Réserve issue du capital		93'936	95'695	(1'759)	(1,8)
Réserve issue du bénéfice		939'923	946'573	(6'650)	(0,7)
Réserve de change		(136'232)	(115'057)	(21'175)	18,4
Propres parts du capital		(151'813)	(39'008)	(112'805)	289,2
Intérêts minoritaires au capital propre		47'126	44'108	3'018	6,8
Bénéfice consolidé		221'739	76'047	145'692	191,6
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>17'049</i>	<i>13'043</i>	<i>4'006</i>	<i>30,7</i>
Total des fonds propres		1'291'235	1'294'698	(3'463)	(0,3)
Total des passifs	20,23	15'163'186	16'017'626	(854'440)	(5,3)
Total des engagements subordonnés		-	-	-	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Opérations hors bilan

Engagements conditionnels	2,24	180'945	218'391	(37'446)	(17,1)
Engagements irrévocables	2	175'067	124'132	50'935	41,0
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		255'254	123'881	131'373	106,0

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Notes	2018	2017	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		97'355	77'597	19'758	25,5
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		207	12	195	1'625,0
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		17'315	12'128	5'187	42,8
Charges d'intérêts		(15'565)	(13'794)	(1'771)	12,8
Résultat brut des opérations d'intérêts		99'312	75'943	23'369	30,8
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		112	(33)	145	-
Résultat net des opérations d'intérêts		99'424	75'910	23'514	31,0
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		665'587	641'178	24'409	3,8
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'734	1'451	283	19,5
Produit des commissions sur les autres prestations de service		19'136	11'338	7'798	68,8
Charges de commissions		(196'164)	(198'932)	2'768	(1,4)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		490'293	455'035	35'258	7,7
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	28	59'267	89'414	(30'147)	(33,7)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		23'033	2'205	20'828	944,6
Produit des participations		12'474	21'701	(9'227)	(42,5)
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		<i>6'116</i>	<i>13'467</i>	<i>(7'351)</i>	<i>(54,6)</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		<i>6'358</i>	<i>8'234</i>	<i>(1'876)</i>	<i>(22,8)</i>
Résultat des immeubles		121	768	(647)	(84,2)
Autres produits ordinaires		12'795	17'326	(4'531)	(26,2)
Autres charges ordinaires		(2'969)	(3'556)	587	(16,5)
Autres résultats ordinaires		45'454	38'444	7'010	18,2
Charges de personnel	30	(383'670)	(351'686)	(31'984)	9,1
Autres charges d'exploitation	31	(190'871)	(178'738)	(12'133)	6,8
Charges d'exploitation		(574'541)	(530'424)	(44'117)	8,3
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	34	(41'868)	(39'244)	(2'624)	6,7
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	32	(15'887)	(1'010)	(14'877)	1'473,0
Résultat opérationnel		62'142	88'125	(25'983)	(29,5)
Produits extraordinaires	33	209'716	9'021	200'695	-
Charges extraordinaires	33	(517)	(2'672)	2'155	(80,7)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	33	9'783	7'521	2'262	30,1
Impôts	36	(59'385)	(25'948)	(33'437)	128,9
Bénéfice consolidé	35	221'739	76'047	145'692	191,6
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>17'049</i>	<i>13'043</i>	<i>4'006</i>	<i>30,7</i>

État des Capitaux Propres

consolidé au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2018	45'000	95'695	946'573	241'340	(115'057)	(39'008)	44'108	76'047	1'294'698
Plan de participation des collaborateurs / inscriptions dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres apports / injections	-	923	-	-	-	-	-	-	923
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	(129'200)	-	-	(129'200)
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	16'395	-	-	16'395
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	(2'682)	-	-	-	-	-	-	(2'682)
Différences de change	-	-	-	-	(21'149)	-	(2'443)	-	(23'592)
Dividendes	-	-	(75'150)	-	-	-	(8'994)	-	(84'144)
Autres distributions	-	-	63'004	-	-	-	13'043	(76'047)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	(9'784)	-	-	-	-	(9'784)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	5'496	-	(26)	-	1'412	-	6'882
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	221'739	221'739
Capitaux propres au 31 décembre 2018	45'000	93'936	939'923	231'556	(136'232)	(151'813)	47'126	221'739	1'291'235

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau de financement

consolidé au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	2018			2017		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de la période	221'739	-		76'047	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	9'784		7'687	-	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	41'802	-		39'211	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	-	13'479		-	13'190	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	22'391	-		-	7'260	
Délimitations actives	15'966	-		-	48'349	
Délimitations passives	27'195	-		50'781	-	
Dividende de l'exercice précédent	-	75'150		-	67'500	
Solde	329'093	98'413	230'681	173'726	136'299	37'427
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Capital	-	-		-	-	
Ecritures par les réserves	-	25'704		13'278	-	
Modification des propres titres de participation	14'636	129'200		9'348	4'778	
Solde	14'636	154'904	(140'268)	22'626	4'778	17'848
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées *	71'848	848		50'674	767	
Immeubles	98'278	-		6'488	-	
Autres immobilisations corporelles	9'700	50'402		21	58'947	
Valeurs immatérielles	6	6'967		-	10'425	
Différence de change	3'022	-		-	5'408	
Solde	182'854	58'217	124'637	57'183	75'547	(18'364)

* comprend en 2017 un effet de périmètre de 38,6 millions suite à l'acquisition de 65,32% d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.

	2018			2017		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	532	-		85	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	-		-	8'456	
Créances sur les banques	28'768	-		-	28'055	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-		-	-	
Créances sur la clientèle	2'904	-		-	60'718	
Créances hypothécaires	-	44'120		-	37'693	
Immobilisations financières	278'669	-		-	27'574	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	-	181'264		576'739	-	
Engagements résultant d'opération de financement de titres	-	-		-	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	634'056		-	1'222'861	
Engagements résultant d'opérations de négoce	-	-		-	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	73'651		-	62'864	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	1'355	-		-	-	
Créances sur les banques	207'182	-		-	1'156'002	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	209'321	-		2'219'664	-	
Créances sur la clientèle	116'414	-		-	493'157	
Créances hypothécaires	-	76'340		-	63'136	
Opération de négoce	-	1'612		-	11'417	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	30'481	-		108'144	-	
Autres instruments financier évalués à la juste valeur	-	-		-	-	
Immobilisations financières	-	252'627		-	40'293	
Solde	875'626	1'263'670	(388'044)	2'904'632	3'212'226	(307'594)
Etat des liquidités :						
Liquidités	172'995	-		270'683	-	
Solde	172'995	-	172'995	270'683	-	270'683
Total des sources et emplois de fonds	1'575'204	1'575'204		3'428'850	3'428'850	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 69 à 71).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 1'825 collaborateurs, comparés à 1'743 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- Amethis Maghreb S.à r.l., Leudelange
- Smart Estate Management 1 S.à r.l., Luxembourg
- EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg
 - Compartiment 2018
- Pearl GP S.à r.l., Luxembourg
- Real Estate Robin S.à r.l., Leudelange
- Cording Real Estate Group Limited, London
- Cording Capital LLP, London
- Cording Residential Asset Management Limited, London
- Highgate GP Limited, Jersey
- Highgate Founder Limited, Jersey
- Cording Salford Nominee Limited, London
- Cording Real Estate Group GmbH, Stuttgart
- LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main
- Cording Co-Invest UG Vermögensverwaltungs U.G. (haftungsbeschränkt), Frankfurt am Main
- Cording Real Estate Group B.V., Amsterdam
- Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V., Amsterdam
- Cording Property Management LLP, London
- Cording Member Limited, London
- CURI Bath Lane Leicester GP LLP, London
- CURI John Street Warrington GP LLP, London
- CURI Short Hill Nottingham GP LLP, London
- CURI Master Nominee Limited, London
- Cording UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh
- Cording UK PRS Club 1 GP LLP, London
- Cording UK Residential Investment GP S.à r.l., Luxembourg
- Cording UK Residential Investment Limited Partner S.à r.l., Luxembourg
- Amethis North Africa, Casablanca (mise en équivalence)
- PEARL Advisory SAS, Paris (mise en équivalence)
- FORE Advisors LLP, London (mise en équivalence)
- FORE Cascade Scotland LP, London (mise en équivalence)

- FORE Cascade Scotland II LP, London (mise en équivalence)
- FORE Cascade Scotland III LP, London (mise en équivalence)
- FORE Sierra GP Limited, Reading (mise en équivalence)
- FORE Grampian Limited, Jersey (mise en équivalence)

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- Les Conseillers du Léman Associés S.A., Genève
- Priadvisory Holding S.A., Genève
- A.C.H. Investment Advisors S.A., Luxembourg (auparavant mise en équivalence)
- Teka Management II Ltd, Cayman Islands
- Teka Management II S.à r.l., Luxembourg

Processus de liquidation en cours :

- Iberian Renewable Energies GP S.à r.l., Luxembourg

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit de EdR Nikko Cordial (50 %), L.C.H. Investment NV (44 %), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49 %), Amethis Advisory SAS (49 %), TIIC Advisor SAS (49 %), Amethis North Africa S.à r.l. (49%), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49 %), PEARL Advisory SAS (25%), FORE Advisors LLP (32%), FORE Cascade Scotland LP (32%), FORE Cascade Scotland II LP (32%), FORE Cascade Scotland III LP (40%), FORE Sierra GP Limited (32%) et FORE Grampian Limited (32%).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et

conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'aux dispositions relatives à l'établissement des comptes du Règlement de cotation de la Bourse suisse. Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2018.

A des fins de comparaison, des chiffres 2017 ont été reclassés entre « Créances sur la clientèle » et « Créances hypothécaires ».

Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement. Il n'est pas fait usage de la disposition transitoire reportant au 1^{er} janvier 2020 au plus tard la mise en oeuvre de l'évaluation individuelle applicable aux participations, aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux valeurs immatérielles.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserves de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2018		2017	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	1,1269	1,1530	1,1702	1,1130
USD	0,9842	0,9769	0,9757	0,9849
GBP	1,2598	1,3015	1,3189	1,2731

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et / ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance.

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les valeurs négociables sont inscrites à la juste valeur à la date du bilan (valeurs négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif ; si ces conditions font défaut, les titres sont alors évalués selon le principe de la valeur la plus basse) ; les plus ou moins-values sont enregistrées au compte « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse.

Lorsque la valeur de marché des titres cotés est inférieure à la valeur d'acquisition, respectivement à la valeur de l'actif net des sociétés émettrices de titres non cotés, la différence est comptabilisée sous le compte de charge « Autres charges ordinaires ».

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués à la juste valeur.

Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat. Lorsque la raison ayant motivé un amortissement non planifié cesse d'exister, le Groupe procède à une réévaluation.

Les immeubles sont amortis de façon dégressive sur une durée d'utilisation fixée à 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

En application du principe de prudence, le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité de la banque, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport de rémunération.

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Traitement des intérêts en souffrance

Une créance est considérée comme en souffrance lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et / ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Gestion des risques

Politique des risques

La Banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives dans la gestion de patrimoine pour une clientèle privée et dans l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également à l'administration de véhicules de placements collectifs de capitaux et au conseil en matière d'investissement.

En sa qualité de maison mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place bénéficient de ressources importantes tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Le dispositif de la gestion des risques de la Banque est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance aux risques du Groupe en fonction des recommandations faites par Edmond de Rothschild Holding SA (ci-après « la Holding ») pour l'ensemble du groupe Edmond de Rothschild. Le Conseil d'Administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité d'Audit et des Risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- › Le Comité Exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque / Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1er niveau adéquat dans leurs activités ;

- › Le Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et surveille le respect des limites y relatives. Il fait rapport sur la situation de risques de la Banque / Groupe. La fonction Risques est exercée auprès des différentes entités du Groupe et rend compte régulièrement de ses activités au Chief Risk Officer de la Banque, maison mère du Groupe ;

- › La Banque et ses filiales sont un sous-groupe d'Edmond de Rothschild Holding SA qui est la holding faitière du groupe Edmond de Rothschild. À ce titre, la Holding est soumise à la surveillance de la FINMA sur une base consolidée. Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du groupe Edmond de Rothschild, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du groupe Edmond de Rothschild et reportant au Group Chief Risk Officer et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du groupe Edmond de Rothschild et reportant au Group Chief Legal & Compliance Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Risques de liquidité et de taux d'intérêt

*Le **risque de liquidité** correspond au risque que le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie et en sûretés, présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière. Le **risque de taux d'intérêt** réside dans la vulnérabilité de la fortune ou de la marge d'intérêt nette du Groupe à une évolution défavorable des taux d'intérêt du marché.*

La Banque et ses filiales adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie tant du point de vue qualitatif – choix des contreparties – que dans la durée des dépôts qu’elles effectuent en privilégiant des flux de liquidités quotidiens et/ou à court terme. Elles privilégient le respect de leurs engagements vis-à-vis de la clientèle, tant en situation normale que de stress, et recherchent la concordance, tant sur la durée que sur l’échéance, de leurs ressources et de leurs emplois. La transformation d’échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de placement de trésorerie court terme dans des portefeuilles d’investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

L’évaluation du risque de liquidité et des positions / échéances de taux d’intérêt s’effectue en fonction de techniques modernes de gestion du bilan et à l’aide d’outils informatiques dédiés. Un Comité décisionnel – ALM (Asset & Liability Management) – définit et veille à la mise en œuvre des règles relatives à la gestion des risques de liquidité, de taux d’intérêt, de change et du portefeuille d’investissement. Il a en outre pour mission d’optimiser la gestion de la trésorerie et d’assurer la gestion structurelle du bilan.

Risque de crédit

*Le **risque de crédit** correspond au risque d’insolvabilité de l’une des contreparties financières ou d’un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d’instruments financiers.*

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l’objet d’une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l’objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d’entre elles l’exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s’étendent à l’ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

Les opérations de crédit octroyées à la clientèle concernent essentiellement des avances sur titres à court terme. Accessoirement et à la demande de clients disposant d’avoirs déposés auprès du Groupe, les entités peuvent consentir des prêts hypothécaires destinés à financer les résidences principales ou secondaires des débiteurs. Les facilités de crédit consenties sur base du nantissement de titres et autres avoirs font l’objet d’une analyse et d’un suivi réguliers et les taux d’avance fixés

sur les actifs nantis sont fixés en fonction de critères rigoureux en termes de liquidité, diversification, couverture géographique et notation. Les compétences en matière d’octroi de crédit sont définies par les Conseils d’Administration.

La surveillance et le contrôle quotidiens de l’exposition au risque de crédit sont effectués par un service spécifique qui en assure également l’administration.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du groupe Edmond de Rothschild, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d’éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private Equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d’alignement d’intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l’objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou d’entités sœurs du groupe Edmond de Rothschild. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

*Le **risque de marché** réside dans la vulnérabilité de la situation financière du Groupe à une évolution défavorable des cours du marché, en particulier du prix du sous-jacent et de sa volatilité implicite (devises, titres de participations, métaux précieux et matières premières).*

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour propre compte de valeurs mobilières. S’agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l’objet d’un suivi quotidien, à l’aide d’outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

Risque opérationnel

*Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l’inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d’information ou d’évènements extérieurs.*

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la Banque Privée et la Gestion d'Actifs, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques et du contrôle interne, elle a notamment pour mission :

- › d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des Risques / Comité Exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour ;
- › de collecter les incidents opérationnels, de les analyser et d'apprécier les mesures visant à éviter leur survenance à l'avenir.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des Risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité Exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux

objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice 2019.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Hormis pour la gestion du système bancaire et de certaines applications périphériques ainsi que l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., et de Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg, pour les fonctions de support de l'activité d'administration de fonds de la banque Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg et certaines activités externalisées au sein du Groupe, la Banque et ses filiales ne font pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire FINMA 2018/3 « Outsourcing – Banque et assureurs ».

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise annuellement la valeur des gages fournie par les modèles hédoniques en se basant sur l'évolution d'indices immobiliers régionaux établis par des prestataires externes. Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus. Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. Les estimateurs internes utilisent pour les biens destinés à l'habitation des modèles d'évaluation hédoniques. Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, la Banque utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation. Le solde net du compte de compensation est présenté soit à la position « Autres actifs » soit à la position « Autres passifs ».

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

La Banque documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. La Banque vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

La Famille Benjamin de Rothschild a annoncé le 13 mars 2019 son intention de porter à 100% la détention d'Edmond de Rothschild Holding S.A. dans le capital de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Ce projet vise à faire de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. la tête de pont des activités bancaires du Groupe Edmond de Rothschild, notamment en transférant la participation Edmond de Rothschild (France) de Edmond de Rothschild S.A. à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ainsi qu'en retirant de la cote de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. actuellement cotée à la bourse de Zurich (SIX Swiss Exchange). De plus, le Conseil d'Administration a pris acte du départ de M. Emmanuel Fiévet jusque-là Directeur Général de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., remplacé à ce poste par M. Vincent Taupin, Mme Cynthia Tobiano elle étant nommée Directrice Générale Déléguée.

Aucun autre événement susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine, sur la situation financière ainsi que sur les résultats de la Banque n'est intervenu après le 31 décembre 2018.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2018

2017

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	611'020	820'341
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	627'447	841'323
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	155'509	206'163
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

Nature des couvertures (en milliers de CHF)

En milliers de CHF

2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	Total
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	202	2'692'250	135'498	2'827'950
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	854'268	11'358	80	865'706
- immeubles commerciaux	18'565	-	-	18'565
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2018	873'035	2'703'608	135'578	3'712'221
Total 2017	755'124	2'876'010	80'920	3'712'054
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2018	873'035	2'703'608	127'696	3'704'339
Total 2017	345'078	3'286'056	72'063	3'703'197
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	154'684	26'261	180'945
Engagements irrévocables	6'537	152'062	16'468	175'067
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	249'677	5'577	255'254
Total 2018	6'537	556'423	48'306	611'266
Total 2017	-	388'213	78'191	466'404

En milliers de CHF

Montant brut

Valeur estimée de réalisation des sûretés

Montant net

Corrections de valeur individuelles

Créances compromises

Total 2018	22'963	14'714	8'249	7'882
Total 2017	22'980	14'123	8'857	8'857

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Cependant, compte tenu des sûretés obtenues par le Groupe, il n'a pas été nécessaire de constituer d'importantes corrections de valeurs supplémentaires.

3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)		
Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	230	-
<i>dont cotés</i>	230	-
Titres de participation	15'338	13'956
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-
Titres de dette	-	-
Total des actifs	15'568	13'956
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	523	971	81'082	834	3'375	383'757
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	117	117	429'479	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	65'182	56'514	14'678'338	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	10'826	10'818	967'570	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Titres de participation / indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	2'273	2'273	174'718	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit						
Crédit default swaps	-	-	-	-	-	-
First-to-default swaps	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2018	78'921	70'693	16'331'187	834	3'375	383'757
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	78'921	70'693	16'331'187	834	3'375	383'757
Total 2017	111'667	148'825	19'453'363	1'552	1'876	290'959
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	111'667	148'825	19'453'363	1'552	1'876	290'959

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2018	77'678	71'991
Total 2017	108'159	145'642

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	50'699	26'978

Les montants des sous-jacents correspondent à la part créancière des achats et des ventes d'instruments dérivés pour compte propre ou pour la clientèle (volume des contrats).

En milliers de CHF	2018	2017	2018	2017
	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières				
Titres de créance	914'183	964'798	913'833	971'235
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	879'177	898'945	878'104	903'886
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	35'006	65'853	35'729	67'349
Titres de participation	141'311	141'899	157'515	159'690
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	462'386	437'225	462'386	437'225
Immeubles	-	-	-	-
Total	1'517'880	1'543'922	1'533'734	1'568'150
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	89'954	92'549	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	264'691	189'968	365'692	59'325	2'829	31'678

Le Groupe utilise les notes de 3 agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch). Les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's.

En milliers de CHF	Valeurs d'acquisition	Amortiss. cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1 ^{er} janvier 2018	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 2018	Valeur de marché
6 Présentation des participations									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	1'171	-	1'171	1	134	(528)	-	778	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	1'171	-	1'171	1	134	(528)	-	778	-
Autres participations	77'310	(1'261)	76'049	(159)	714	(71'320)	64	5'348	-
- avec valeur boursière	48'134	-	48'134	-	-	(48'134)	-	-	-
- sans valeur boursière	29'176	(1'261)	27'915	(159)	714	(23'186)	64	5'348	-
Total des participations	78'481	(1'261)	77'220	(158)	848	(71'848)	64	6'126	-

Le détail des participations se trouve sous la note 7.

	Monnaie	Capital social (milliers de CHF)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2018
7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.									
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	45'000	45'000	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Les Conseillers du Léman Associés S.A., Genève, société liquidée	CHF	-	100	-	100	-	100	-	-
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève	CHF	11'534	11'534	100	100	100	100	100	-
Orox Asset Management S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
EdR Real Estate S.A., Leudelange	EUR	975	-	100	-	100	-	100	-
Orox Europe S.A., Leudelange	EUR	1'300	-	75	-	75	-	-	75
Cording Real Estate Group Limited, London	GBP	102	-	53	-	70	-	-	70
Cording Capital LLP, London	GBP	100	-	53	-	100	-	-	100
Cording Residential Asset Management Limited, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording Salford Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording Real Estate Group GmbH, Stuttgart	EUR	480	-	53	-	100	-	-	100
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	-	53	-	100	-	-	100
Cording Co-Invest UG Vermögensverwaltungs U.G. (haftungsbeschränkt), Frankfurt am Main	EUR	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording Real Estate Group B.V., Amsterdam	EUR	18	-	53	-	100	-	-	100
Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V, Amsterdam	EUR	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording Property Management LLP, London	GBP	120	-	53	-	100	-	-	100
Cording Member Limited, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100

	Monnaie	Capital social (milliers de CHF)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2018	2017	2018	2017	2018	2017	directe	indirecte
7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.									
CURI Bath Lane Leicester GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
CURI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording UK Residential Investment GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	53	-	100	-	-	100
Cording UK Residential Investment Limited Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	53	-	100	-	-	100
CURI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
CURI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Real Estate Robin Sàrl, Leudelange	EUR	2'948	-	100	-	100	-	-	100
Priadvisory Holding S.A., Genève, société liquidée	CHF	-	3'120	-	100	-	100	-	-
Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A., Meyrin	CHF	3'000	1'000	100	100	100	100	100	-
Etranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	12'000	12'000	57	57	57	57	57	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Copri III S.A., Luxembourg	EUR	747	747	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Client Nominees (UK) Ltd., Londres	GBP	1	1	100	100	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	10'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited, Londres	GBP	2'000	2'000	100	100	100	100	-	100
Priglobal Advisory Limited, Iles Caïman, liquidé en 2017	EUR	-	-	-	-	-	-	-	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	57	57	57	57	-	57
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg, en liquidation	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	57	57	57	57	-	57
EDRRIT Limited, Londres	GBP	278	278	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	29'188	26'188	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	501	501	100	100	100	100	100	-
CTBR Luxembourg, Luxembourg	CHF	15'884	14'950	96	99	96	99	-	96
Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A., Leudelange	EUR	881	881	100	100	100	100	-	100
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50

	Monnaie	Capital social (milliers de CHF)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2018	2017	2018	2017	2018	2017	directe	indirecte
7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.									
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange	EUR	1'640	1'640	100	100	100	100	-	100
General Partner Participations Mauritius, Port Louis	EUR	110	65	71	71	73	73	-	73
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III Sàrl., Leudelange	EUR	13	13	60	60	60	60	-	60
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Teka Investment SA, Luxembourg	USD	33	33	100	51	100	51	-	100
Teka Management II Ltd, Iles Caïman	USD	-	-	-	51	-	100	-	-
Teka Management II S.à r.l., Luxembourg	USD	-	13	-	51	-	100	-	-
Holding LRLDEDR, S. à r.l. , Leudelange	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Amethis Finance, S. à r.l. , Leudelange	EUR	17	17	48	48	95	95	-	95
Amethis Fund II Management, S.à r.l. , Leudelange	EUR	13	13	48	48	100	100	-	100
Amethis Maghreb, S.à r.l. , Leudelange	EUR	12	-	48	-	100	-	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	29'443	29'443	98	98	98	98	-	98
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	-	100	-	100	-	-	100
Smart Estate Management 1, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	-	100	-	100	-	-	100
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	5'760	-	100	-	100	-	-	100
Suisse - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin	CHF	20	20	49	49	49	49	-	49
Etranger - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
ACH Investment Advisors S.A., Luxembourg, société liquidée	USD	-	154	-	38	-	38	-	-
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
L.C.H. Investments N.V., Antilles Néerlandaises	USD	2	2	44	44	44	44	44	1
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	49	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A. , Leudelange	EUR	275	275	49	49	49	49	-	49
FORE Advisors LLP, Luxembourg	GBP	1	-	17	-	32	-	-	32
FORE Cascade Scotland LP, London	GBP	-	-	17	-	32	-	-	32
FORE Cascade Scotland II LP, London	GBP	-	-	17	-	32	-	-	32
FORE Cascade Scotland III LP, London	GBP	-	-	21	-	40	-	-	40
Fore Sierra GP Limited, Reading	GBP	-	-	17	-	32	-	-	32
Fore Grampian Limited, Jersey	GBP	-	-	17	-	32	-	-	32
Amethis North Africa, S.à r.l. , Casablanca	MAD	300	-	49	-	49	-	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	-	25	-	25	-	-	25

	Monnaie	Capital social (milliers de CHF)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Déten tion (en %)	
								directe	indirecte
		2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2018
7	Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.								
	RIT Capital Partners PLC, Londres, cédées	GDP	- 155'351	-	1	-	1	-	-
	Rothschild Holding AG, Zurich, débouclément	CHF	- 10'724	-	9	-	9	-	-
	Rothschild & Co, Paris	EUR	- 154'815	-	4	-	4	-	-

En milliers de CHF

	Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1 ^{er} janvier 2018	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestisse- ments et sorties du périmètre de consolidation	Amortisse- ments	Valeur comptable au 31 décembre 2018
--	--------------------------	---	--	-------------------------	--	--	---------------------	---

8	Présentation des immobilisations corporelles								
	Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	208'019	(84'483)	123'536	(299)	-	(90'672)	(1'092)	31'473
	Autres immeubles	13'200	(5'594)	7'606	-	-	(7'606)	-	-
	Software acquis séparément ou développés à l'interne	218'298	(133'674)	84'624	(1'076)	41'195	(1'134)	(22'777)	100'832
	Autres immobilisations corporelles	309'392	(267'015)	42'377	(1'089)	9'207	(8'566)	(8'338)	33'591
	Total des Immobilisations corporelles	748'909	(490'766)	258'143	(2'464)	50'402	(107'978)	(32'207)	165'896

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1 ^{er} janvier 2018	Variations de change	Modification de périmètre	Investis- sements	Désinvestis- sements	Amortis- sements	Valeur comptable au 31 décembre 2018
--	-------------------------	---------------------------	--	-------------------------	------------------------------	----------------------	-------------------------	---------------------	--

9	Présentation des valeurs immatérielles									
	Goodwill	143'372	(98'251)	45'121	(385)	-	6'967	-	(9'532)	42'171
	Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Licences	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres valeurs immatérielles	87'924	(87'574)	350	(21)	-	-	-	(127)	202
	Total des valeurs immatérielles	231'296	(185'825)	45'471	(406)	-	6'967	-	(9'659)	42'373

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2018	2017	2018	2017
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	2'541	324	-	-
Impôts directs (impôt anticipé, droits timbre)	16'157	14'128	2'813	5'294
Impôts indirects	3'217	1'062	1'386	478
Impôts latents actifs	455	641	-	-
Garanties, cautions	7'219	6'591	-	-
Comptes d'ordre	31'205	20'891	42'028	57'334
Autres	3'761	6'462	7'191	2'485
Total	64'555	50'099	53'418	65'591

En milliers de CHF	2018		2017	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Immobilisations financières	5'525	-	5'592	-
Autres actifs	7'219	-	10'571	-
Actifs nantis sous réserve de propriété	-	-	-	-

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	46'199	47'677	(3,1)
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	568	1'115	(49,1)
Total	46'767	48'792	(4,2)

En nombre d'actions	2018	2017	Variation %
Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Maison mère détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Actions au porteur de CHF 500.-	547	547	-

Cette détention correspond à 0,6% du capital social de la Maison Mère.

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2018, il n'y a pas de réserve de contribution de l'employeur.

	2017	2017	2016		2018	2017
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2018	Charges de prévoyance dans les charges de personnel
En milliers de CHF						
b) Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	41'897	-	-	-	(18'426)	(19'467)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	186	-	-	-	(6'664)	(3'623)
Total	42'083	-	-	-	(25'090)	(23'090)

Indications relatives aux plans de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 107,7% au 31 décembre 2017 (101,9% au 1^{er} janvier 2017).

Pour la fin de l'exercice 2018, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 100%. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2018 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

En milliers de CHF	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - < 4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
14 Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours								
Autres emprunts	3,5%	1'355	1'355	-	-	-	-	-
Total		1'355	1'355	-	-	-	-	-

Les instruments ci-dessus sont non subordonnés et émis par Ixsir Capital Holding S.A. et Endurance S.A.

En milliers de CHF	Etat à fin 2017	Utilisations conformes au but	Modifications du périmètre de consolidation	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31
								décembre 2018
15 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations								
Provisions pour impôts latents	16'952	(2'437)	-	(139)	-	12'668	(1'617)	25'427
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	75	-	-	-	-	-	-	75
Provisions de restructurations	618	(387)	-	-	-	3'858	(231)	3'858
Autres provisions	26'953	(9'706)	40	(850)	-	12'456	(4'743)	24'151
Total des provisions	44'599	(12'530)	40	(989)	-	28'982	(6'591)	53'511
Réserves pour risques bancaires généraux	241'340	-	-	(1)	-	12'544	(22'327)	231'556
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	8'857	(418)	-	(33)	190	499	(1'213)	7'882
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	8'857	(418)	-	(33)	190	499	(1'213)	7'882
dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliqué dans diverses procédures judiciaires et fiscales (impôts directs et TVA) entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaires global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Au cours de l'exercice 2016, le nom de Edmond de Rothschild (Europe) a été cité en relation avec une possible fraude au sein du fonds 1MDB. Sur ce dossier faisant l'objet d'une instruction judiciaire et administrative, Edmond de Rothschild (Europe) continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires des Etats concernés dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg.

La provision de restructuration comprend uniquement les coûts de reconfiguration des équipes de back-office titres en Suisse.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
16 Capital social			
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	20'000	-
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	25'000	-
Total	45'000	45'000	-

En milliers de CHF	Prix moyen	nombre d'actions
Propres titres de participation en déduction des fonds propres:		
actions nominatives de CHF 100.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		-
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	3	20'000
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice		-
- nombre de propres actions nominatives à la fin de l'exercice		20'000
actions au porteur de CHF 500.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		1'849
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	17	3'600
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	18	(776)
- nombre de propres actions au porteur à la fin de l'exercice		4'673

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.
La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 2,7 millions a été portée au débit de la réserve issue du capital.

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la direction ainsi qu'une partie des collaborateurs bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2018	2017	2018	2017
18 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	2'332	2'259	129'027	67'603
Sociétés liées	512'411	569'968	81'381	61'998
Affaires d'organes	229	-	5'515	301
Autres parties liées	30'589	36'543	4'635	18'861
Total	545'561	608'770	220'558	148'763

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles. L'année 2017 contient un reclassement des créances et engagements.

En milliers de CHF	À vue	Dénouçable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	7'111'060	-	-	-	-	-	7'111'060
Créances sur les banques	1'084'994	-	564'848	34'818	-	113	1'684'773
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	611'020	-	-	-	611'020
Créances sur la clientèle	-	1'263'357	582'983	739'148	232'326	2'254	2'820'068
Créances hypothécaires	1'363	71'150	53'780	510'339	127'299	120'340	884'271
Opérations de négoce	15'568	-	-	-	-	-	15'568
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	77'678	-	-	-	-	-	77'678
Immobilisations financières	604'126	-	169'721	295'575	403'039	45'419	1'517'880
Total 2018	8'894'789	1'334'507	1'982'352	1'579'880	762'664	168'126	14'722'318
Total 2017	9'226'570	1'317'529	2'173'411	1'479'832	1'021'438	175'573	15'394'353
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	826'544	-	39'970	-	927	-	867'441
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	10'992'061	323'279	1'106'451	97'416	-	-	12'519'207
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	71'991	-	-	-	-	-	71'991
Emprunts et prêts des lettres de gage	-	-	-	1'355	-	-	1'355
Total 2018	11'890'596	323'279	1'146'421	98'771	927	-	13'459'994
Total 2017	13'372'333	113'263	746'835	114'252	395	-	14'347'078

En milliers de CHF	2018			2017		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	2'281'840	4'829'220	7'111'060	2'516'771	4'767'284	7'284'055
Créances sur les banques	587'355	1'097'418	1'684'773	984'658	936'065	1'920'723
Créances résultant d'opérations de financement de titres	325'016	286'004	611'020	75'131	745'210	820'341
Créances sur la clientèle	135'495	2'684'573	2'820'068	219'123	2'720'263	2'939'386
Créances hypothécaires	172'474	711'797	884'271	125'407	638'404	763'811
Opérations de négoce	704	14'864	15'568	513	13'443	13'956
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	13'525	64'153	77'678	92'139	16'020	108'159
Immobilisations financières	519'220	998'660	1'517'880	534'197	1'009'725	1'543'922
Comptes de régularisation	33'729	128'189	161'918	63'454	128'886	192'340
Participations non consolidées	1'623	4'503	6'126	24'574	52'646	77'220
Immobilisations corporelles	116'402	49'494	165'896	201'614	56'529	258'143
Valeurs immatérielles	35'863	6'510	42'373	41'796	3'675	45'471
Autres actifs	20'451	44'104	64'555	25'739	24'360	50'099
Total des actifs	4'243'697	10'919'489	15'163'186	4'905'116	11'112'510	16'017'626
Passifs						
Engagements envers les banques	476'449	390'992	867'441	622'780	425'393	1'048'173
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'065'339	11'453'868	12'519'207	1'241'778	11'911'485	13'153'263
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	17'931	54'060	71'991	110'084	35'558	145'642
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	1'355	1'355	-	-	-
Comptes de régularisation	116'477	188'551	305'028	110'574	155'086	265'660
Autres passifs	9'095	44'323	53'418	7'537	58'054	65'591
Provisions	27'451	26'060	53'511	18'276	26'323	44'599
Réserves pour risques bancaires généraux	201'318	30'238	231'556	202'041	39'299	241'340
Capital social	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000
Réserve issue du capital	90'809	3'127	93'936	92'568	3'127	95'695
Réserve issue du bénéfice	656'028	283'895	939'923	657'491	289'082	946'573
Réserve de change	(21'309)	(114'923)	(136'232)	(16'642)	(98'415)	(115'057)
Propres parts du capital	(151'813)	-	(151'813)	(39'008)	-	(39'008)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	1'200	45'926	47'126	1'160	42'948	44'108
Bénéfice consolidé	154'793	66'946	221'739	26'710	49'337	76'047
Total des passifs	2'688'768	12'474'418	15'163'186	3'080'349	12'937'277	16'017'626

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2018		2017	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	4'243'697	28,0	4'905'116	30,6
Autres Europe	9'250'650	61,0	10'714'334	67,0
Amérique du Nord	338'766	2,2	29'586	0,2
Amérique du Sud	124'307	0,8	23'822	0,1
Asie, Australie, Océanie	295'806	2,0	5'133	-
Caraïbes	453'835	3,0	133'809	0,8
Afrique, Moyen-Orient	456'125	3,0	205'826	1,3
Total des actifs	15'163'186	100,0	16'017'626	100,0

En milliers de CHF	2018	
	Valeur	Part en %
22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)		
Actifs		
1 & 2	9'425'695	96,3
3	8'479	0,1
4	138'716	1,4
5	61'742	0,6
6	44'590	0,5
7	41'062	0,4
sans notation	67'715	0,7
Total	9'787'999	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'assurance Suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF

CHF

EUR

USD

Autres

Total

23 Bilan selon les monnaies les plus importantes**Actifs**

Liquidités	2'280'729	4'829'872	288	171	7'111'060
Créances sur les banques	81'439	435'453	706'215	461'666	1'684'773
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	169'035	323'121	118'864	611'020
Créances sur la clientèle	191'410	1'829'965	633'799	164'894	2'820'068
Créances hypothécaires	166'759	618'122	-	99'390	884'271
Opérations de négoce	9'169	2'930	3'469	-	15'568
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	54'628	22'981	69	-	77'678
Immobilisations financières	112'491	499'410	443'453	462'526	1'517'880
Comptes de régularisation	32'447	99'254	8'756	21'461	161'918
Participations non consolidées	1'875	3'695	-	556	6'126
Immobilisations corporelles	99'021	59'295	83	7'497	165'896
Valeurs immatérielles	31'500	1'284	-	9'589	42'373
Autres actifs	22'079	39'983	100	2'393	64'555
Total des actifs bilantaires 2018	3'083'547	8'611'279	2'119'353	1'349'007	15'163'186
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2'682'881	4'719'436	6'786'457	1'451'466	15'640'240
Total des actifs 2018	5'766'428	13'330'715	8'905'810	2'800'473	30'803'426
Total des actifs 2017	6'809'718	13'512'262	11'285'026	2'990'830	34'597'836

Passifs

Engagements envers les banques	329'371	44'399	381'362	112'309	867'441
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'088'742	6'364'793	3'519'718	1'545'954	12'519'207
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	39'537	30'642	1'812	-	71'991
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	1'355	-	-	1'355
Comptes de régularisation	109'503	176'011	1'644	17'870	305'028
Autres passifs	12'233	37'303	949	2'933	53'418
Provisions	23'971	26'022	-	3'518	53'511
Réserves pour risques bancaires généraux	201'318	30'238	-	-	231'556
Capital social	45'000	-	-	-	45'000
Réserve issue du capital	92'973	963	-	-	93'936
Réserve issue du bénéfice	678'836	182'915	134	78'038	939'923
Réserve de change	(20'338)	(106'442)	(321)	(9'131)	(136'232)
Propres parts du capital	(151'813)	-	-	-	(151'813)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	1'984	44'811	-	331	47'126
Bénéfice consolidé	173'802	53'021	470	(5'554)	221'739
Total des passifs bilantaires 2018	2'625'119	6'886'031	3'905'768	1'746'268	15'163'186
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	3'300'332	6'155'035	5'144'168	1'040'705	15'640'240
Total des passifs 2018	5'925'451	13'041'066	9'049'936	2'786'973	30'803'426
Position nette par devise	(159'023)	289'649	(144'126)	13'500	-
Total des passifs 2017	6'919'780	13'344'039	11'291'718	3'042'299	34'597'836

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
24 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	178'047	103'944	71,3
Garanties de prestation de garantie et similaires	2'898	114'447	(97,5)
Total des engagements conditionnels	180'945	218'391	(17,1)

Total des créances éventuelles

- -

Concernant les engagements pris pour le compte des organes de la Maison Mère à titre de garantie, voir sous Rapport de rémunération.

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
25 Crédits par engagement			
Total	-	-	

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
26 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	3'847'819	2'889'017	33,2
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	570'481	589'533	(3,2)
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	30'818	32'471	(5,1)
Total	4'449'118	3'511'021	26,7

En milliers de CHF

2018

2017

Variation %

27 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution**a) Répartition des avoirs administrés**

Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	27'992'240	31'109'452	(10,0)
Avoirs sous mandat de gestion	31'586'455	34'848'001	(9,4)
Autres avoirs administrés	68'041'402	71'491'004	(4,8)
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	127'620'097	137'448'457	(7,2)
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>6'910'019</i>	<i>6'827'482</i>	<i>1,2</i>

b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux	137'448'457	118'137'617	16,3
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(4'040'220)</i>	<i>(2'398'337)</i>	<i>85,6</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>(7'273'964)</i>	<i>11'378'027</i>	<i>-</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>1'485'824</i>	<i>10'331'150</i>	<i>(85,6)</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	127'620'097	137'448'457	(7,2)

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) et les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets comprennent uniquement des effets de changement de périmètre de consolidation dont en 2018, l'acquisition du Groupe Cording Real Estate S.A. et en 2017, l'acquisition d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.

En milliers de CHF

2018

2017

Variation %

28 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur**a) Répartition selon les secteurs d'activités**

Opérations de négoce avec les clients privés	40'896	58'246	(29,8)
Opérations de négoce pour compte propre	18'371	31'168	(41,1)
Total du résultat de négoce	59'267	89'414	(33,7)

b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur**Résultat de négoce provenant des :**

Instruments de taux (y c. les fonds)	473	(2'077)	(122,8)
Titres de participation (y c. les fonds)	5'773	12'753	(54,7)
Devises	52'509	77'769	(32,5)
Matières premières / métaux précieux	173	297	(41,8)
Autres opérations de négoce	339	672	(49,6)
Total du résultat de négoce	59'267	89'414	(33,7)
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF

2018

2017

Variation %

29 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs**Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"**

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce.

Intérêts négatifs

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(37'347)	(32'202)	16,0
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	8'778	12'218	(28,2)

En milliers de CHF

2018

2017

Variation %

30 Charges de personnel

Appointements	(308'455)	(285'534)	8,0
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(73'138)	(58'374)	25,3
Prestations sociales :			
<i>dont contributions sociales légales</i>	(31'931)	(30'205)	5,7
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	(25'090)	(23'090)	8,7
Autres charges de personnel	(18'194)	(12'857)	41,5
Total	(383'670)	(351'686)	9,1

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
31 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(28'112)	(25'231)	11,4
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(59'139)	(50'585)	16,9
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(1'397)	(1'115)	25,3
Honoraires des sociétés d'audit	(5'844)	(4'959)	17,8
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(4'306)	(3'267)	31,8
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(1'538)	(1'692)	(9,1)
Autres charges d'exploitation	(96'379)	(96'848)	(0,5)
Total	(190'871)	(178'738)	6,8

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
32 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(15'887)	(1'010)	1'473,0

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
33 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	209'716	9'021	2'224,8
Charges extraordinaires	(517)	(2'672)	(80,7)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	9'783	7'521	30,1

En 2018, les produits extraordinaires résultent d'une opération de sales and lease-back opérée sur le parc immobilier de Edmond de Rothschild Suisse pour CHF 80,6 millions, de plus-values de cessions de participations Rothschild & CO, Rothschild Holding AG et RIT Capital Partners pour CHF 126,3 millions et de reprise de charge fiscale devenue sans objet de CHF 2,4 millions. Les charges extraordinaires contiennent des moins-values de cession de participations et d'immobilisations corporelles pour CHF 0,5 million.

En 2017, les produits extraordinaires résultent de l'aliénation d'un immeuble au Luxembourg pour CHF 5,3 millions, d'un gain de CHF 1,8 million sur la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) (earn-out) et d'une reprise de charge fiscale devenue sans objet de CHF 1,7 million. Les charges extraordinaires contiennent une moins-value de cession de CHF 1,7 million et des frais de CHF 0,8 million qui sont liés à la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas).

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
34 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations non consolidées	(2)	-	-
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(1'092)	(3'807)	(71,3)
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(22'777)	(15'704)	45,0
- mobilier, matériel, équipement	(8'338)	(10'990)	(24,1)
Valeurs immatérielles	(9'659)	(8'743)	10,5
Total	(41'868)	(39'244)	6,7

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF	2018			2017		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
35 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
Produit des intérêts et des escomptes	25'226	72'129	97'355	21'380	56'217	77'597
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	191	16	207	8	4	12
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	14'361	2'954	17'315	12'278	(150)	12'128
Charges d'intérêts	4'903	(20'468)	(15'565)	4'896	(18'690)	(13'794)
Résultat net des opérations d'intérêts	44'681	54'631	99'312	38'562	37'381	75'943
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(3)	115	112	(50)	17	(33)
Résultat net des opérations d'intérêts	44'678	54'746	99'424	38'512	37'398	75'910
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	238'284	427'303	665'587	229'163	412'015	641'178
Produit des commissions sur les opérations de crédit	1'417	317	1'734	1'224	227	1'451
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	4'155	14'981	19'136	3'416	7'922	11'338
Charges de commissions	(34'316)	(161'848)	(196'164)	(28'226)	(170'706)	(198'932)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	209'540	280'753	490'293	205'577	249'458	455'035
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	44'888	14'379	59'267	63'229	26'185	89'414
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	22'059	974	23'033	1'161	1'044	2'205
Produit des participations	7'426	5'048	12'474	15'369	6'332	21'701
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	2'598	3'518	6'116	10'222	3'245	13'467
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	4'828	1'530	6'358	5'147	3'087	8'234
Résultat des immeubles	83	38	121	692	76	768
Autres produits ordinaires	9'187	3'608	12'795	9'169	8'157	17'326
Autres charges ordinaires	(1'122)	(1'847)	(2'969)	(807)	(2'749)	(3'556)
Autres résultats ordinaires	37'633	7'821	45'454	25'584	12'860	38'444
Charges de personnel	(220'968)	(162'702)	(383'670)	(210'389)	(141'297)	(351'686)
Autres charges d'exploitation	(95'537)	(95'334)	(190'871)	(87'512)	(91'226)	(178'738)
Charges d'exploitation	(316'505)	(258'036)	(574'541)	(297'901)	(232'523)	(530'424)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(21'787)	(20'081)	(41'868)	(21'458)	(17'786)	(39'244)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(3'082)	(12'805)	(15'887)	(2'280)	1'270	(1'010)
Résultat opérationnel	(4'635)	66'777	62'142	11'263	76'862	88'125
Produits extraordinaires	205'927	3'789	209'716	1'961	7'060	9'021
Charges extraordinaires	(439)	(78)	(517)	(2'667)	(5)	(2'672)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	723	9'060	9'783	3'907	3'614	7'521
Impôts	(46'783)	(12'602)	(59'385)	(8'318)	(17'630)	(25'948)
Bénéfice consolidé	154'793	66'946	221'739	6'146	69'901	76'047

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF

2018

2017

Variation %

36 Présentation des impôts courants et latents

Impôts courants	(48'334)	(28'626)	68,8
Impôts différés	(11'051)	2'678	(512,7)
Total	(59'385)	(25'948)	128,9
Taux d'imposition moyen	(95,6)%	(29,4)%	(66,1)

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

2018

2017

37 Résultat par action

Résultat du Groupe après déduction de la part des intérêts minoritaires (en milliers de CHF)	204'690	63'004
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		
Actions au porteur (valeur nominale de CHF 500.-)	50'000	50'000
Actions nominatives (valeur nominale de CHF 100.-)	200'000	200'000
Moyenne pondérée du nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (à la valeur nominale de CHF 500.-) après déduction de la détention des propres titres	81'327	88'151
Résultat par action au porteur CHF	2'516,88	714,73
Résultat par action nominative CHF	503,38	142,95

Rapport de gestion

89 | Chiffres-clés

90 | Rapport
du Conseil d'Administration

95 | Rapport de l'organe de révision

100 | Bilan

102 | Compte de résultat

103 | État des Capitaux Propres

104 | Annexe aux comptes annuels

Chiffres-clés

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

	2018	2017	Variatio	Variation %
Compte de résultat (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	43'363	36'955	6'408	17,3
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	179'976	199'561	(19'585)	(9,8)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	44'527	60'808	(16'281)	(26,8)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(288'469)	(287'918)	(551)	0,2
Résultat opérationnel	61'795	57'970	3'825	6,6
Bénéfice de l'exercice	239'719	58'193	181'526	311,9
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres après répartition	36,0	8,1	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	3,2	0,7	-	-
Actions (en CHF)				
Dividende (en milliers de CHF)	220'050	75'150	-	-
Dividende (en % du capital-action)	489	167	-	-
Capitalisation boursière (en milliers de CHF)	1'350'000	1'665'000	-	-

	2018	2017	Variation	Variation %
Bilan (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	982'943	1'116'683	(133'740)	(12,0)
Créances sur la clientèle	1'306'312	1'375'670	(69'358)	(5,0)
Engagements envers les banques	1'138'219	1'235'504	(97'285)	(7,9)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	4'933'190	5'540'766	(607'576)	(11,0)
Fonds propres	847'558	780'884	66'674	8,5
Total du bilan	7'260'359	7'940'117	(679'758)	(8,6)
Avoirs administrés (en millions CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	31'572	45'850	(14'278)	(31,1)
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>3'257</i>	<i>4'354</i>	<i>(1'096)</i>	<i>(25,2)</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(2'505)</i>	<i>(3'042)</i>	<i>537</i>	<i>(17,6)</i>
Effectif (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	771	814	(43)	(5,3)
Effectif à la fin de la période	772	794	(22)	(2,8)
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	753	772	(19)	(2,5)

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes statutaires d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du 26 avril 2019

Analyse du bilan

À l'actif, les liquidités s'élèvent à CHF 2,3 milliards, en diminution de 236,7 millions par rapport à 2017.

Les créances sur les banques diminuent de CHF 133,7 millions, pour atteindre CHF 982,9 millions.

Les créances résultant d'opérations de financement de titres s'élèvent à CHF 325,0 millions, en diminution de CHF 62,4 millions par rapport à 2017.

Les créances à la clientèle s'élèvent à CHF 1,3 milliard, en diminution de 5,0 % par rapport à 2017. Elles représentent 18,0 % du total du bilan.

Les créances hypothécaires augmentent de CHF 61,0 millions, soit de 17,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés de CHF 79,0 millions sont en baisse de CHF 40,6 millions due à l'évolution de la valeur de remplacement des opérations sur devises.

Les investissements financiers s'élèvent à CHF 1,5 milliard, en diminution de CHF 28,1 millions par rapport à l'exercice précédent.

Les participations s'élèvent à CHF 234,7 millions, comparés à CHF 303,2 millions en 2017.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 96,5 millions, en diminution de CHF 84,3 millions.

Au 31 décembre 2018, le total du bilan s'élève à CHF 7,3 milliards, en diminution de CHF 679,8 millions par rapport à l'exercice précédent. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. bénéficie d'un bilan particulièrement solide et liquide et peut donc envisager les évolutions futures avec confiance.

Au passif, les engagements envers les banques diminuent de CHF 97,3 millions, pour atteindre CHF 1,1 milliard.

A la fin de l'exercice 2018, le total des avoirs en compte de la clientèle s'élève à CHF 4,9 milliards, comparés à CHF 5,5 milliards en 2017. Il représente 67,9 % du total du bilan.

Les valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés s'élèvent à CHF 71,5 millions, en diminution de 46,8%.

Le poste provisions diminue de CHF 5,8 millions pour s'établir à CHF 156,2 millions.

Les réserves pour risques bancaires généraux augmentent à CHF 59,9 millions.

Après la distribution proposée du bénéfice, les fonds propres s'élèvent à CHF 627,5 millions, soit 8,6 % du total du bilan.

La rentabilité des fonds propres est de 36,0 % en 2018. En appliquant les règles de la BRI (Bâle III), les fonds propres requis s'élèvent à CHF 142,1 millions, tandis que les fonds propres pouvant être pris en compte s'élèvent à CHF 472,5 millions. Le ratio de solvabilité (ratio BRI) s'établit à 26,6 %.

Analyse des résultats

Le bénéfice net de l'année 2018 s'élève à CHF 239,7 millions, en augmentation de 311,9 % par rapport à l'année précédente.

Évolution des produits

Le résultat net des opérations d'intérêts s'établit à CHF 43,4 millions, en augmentation de 17,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat des opérations de commissions et de prestations de services est en baisse pour s'établir à CHF 180 millions, comparés à CHF 199,6 millions en 2017.

Le résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur s'élève à CHF 44,5 millions comparé à CHF 60,8 millions pour l'exercice précédent.

Les autres résultats ordinaires augmentent de 60,4 %, pour atteindre CHF 113,8 millions.

Évolution des charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 288,5 millions, en hausse de 0,2 % par rapport à l'exercice 2017. Les charges de personnel diminuent de 1,5 %. Les autres charges d'exploitation sont en augmentation de 4,1 %.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs augmentent de CHF 8,7 millions par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 28,8 millions. Les dotations de provisions s'élèvent à CHF 4,8 millions, alors que l'exercice est marqué par une dissolution de provisions de CHF 7,5 millions.

La charge fiscale de l'exercice 2018 est estimée à CHF 31,2 millions, en hausse de 413,5% par rapport à l'exercice précédent.

Approbation des comptes et proposition de répartition

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2018, ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible.

Proposition du Conseil d'Administration relative à l'affectation du solde bénéficiaire

Le bénéfice net de l'exercice 2018 s'élève à	CHF	239'719'468
auquel s'ajoute le report de l'exercice précédent	CHF	62'755'813
soit un solde disponible de	CHF	302'475'281

que nous vous proposons d'utiliser de la façon suivante :

Distribution d'un dividende ordinaire de 489 % 200'000 actions nominatives de CHF 100.- nominal CHF 20'000'000.- à 489 %	CHF	97'800'000
50'000 actions au porteur de CHF 500.- nominal CHF 25'000'000.- à 489 %	CHF	122'250'000
Total du dividende ordinaire	CHF	220'050'000
Attribution à la réserve légale issue du bénéfice	CHF	Néant
Attribution aux réserves facultatives issues du bénéfice	CHF	Néant
Report à nouveau	CHF	82'425'281
Total	CHF	302'475'281

Si vous acceptez nos propositions, le coupon n° 32 sera mis en paiement à tous les guichets en Suisse de l'UBS, du Credit Suisse, de Rothschild Bank AG, ainsi que d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., à partir du 26 avril 2019, à raison de CHF 489.- par action nominative de CHF 100.- nominal et de CHF 2'445.- par action au porteur de CHF 500.- nominal, sous déduction de l'impôt anticipé de 35 %.

Les fonds propres après répartition s'élèveront à CHF 627'507'877.-, représentant 8,6 % du total du bilan.

Nominations statutaires

Compte tenu de l'entrée en vigueur de l'ORAb, l'Assemblée générale élit individuellement les membres du Conseil d'Administration. La durée de leurs fonctions sera d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection, conformément à l'article 19bis des Statuts*.

La liste des membres que le Conseil d'Administration proposera à l'élection/réélection figurera dans l'ordre du jour de notre Assemblée générale qui paraîtra dans la FOSC le 1^{er} avril 2019.

Il sera également proposé de renouveler pour l'exercice 2019 le mandat de la société PricewaterhouseCoopers S.A. à Genève en qualité d'Organe de révision.

Perspectives pour l'année 2019

En dépit de ce contexte incertain, certains indicateurs demeurent encourageants. Notre équipe de recherche économique estime en effet que la croissance mondiale pourrait être soutenue par plusieurs facteurs, et en premier lieu par le plan de relance chinois. L'économie américaine devrait, quant à elle, bénéficier d'une consommation dynamique, du recul des prix du pétrole et de l'impact structurel de la réforme fiscale de Donald Trump. En Europe, l'absence d'élections nationales, dans la plupart des grands pays, devrait éviter un risque politique supplémentaire. Enfin, les banques centrales devraient se montrer « patientes » et attentives à la volatilité des marchés et à la détérioration de la conjoncture. Les perspectives d'activité pourraient donc même dépasser les attentes des investisseurs.

Nous comptons accélérer le déploiement de notre stratégie et le développement de nos activités. Tous ces projets entrepris et initiés répondent à une même stratégie de différenciation et d'adaptation dans une industrie qui se transforme.

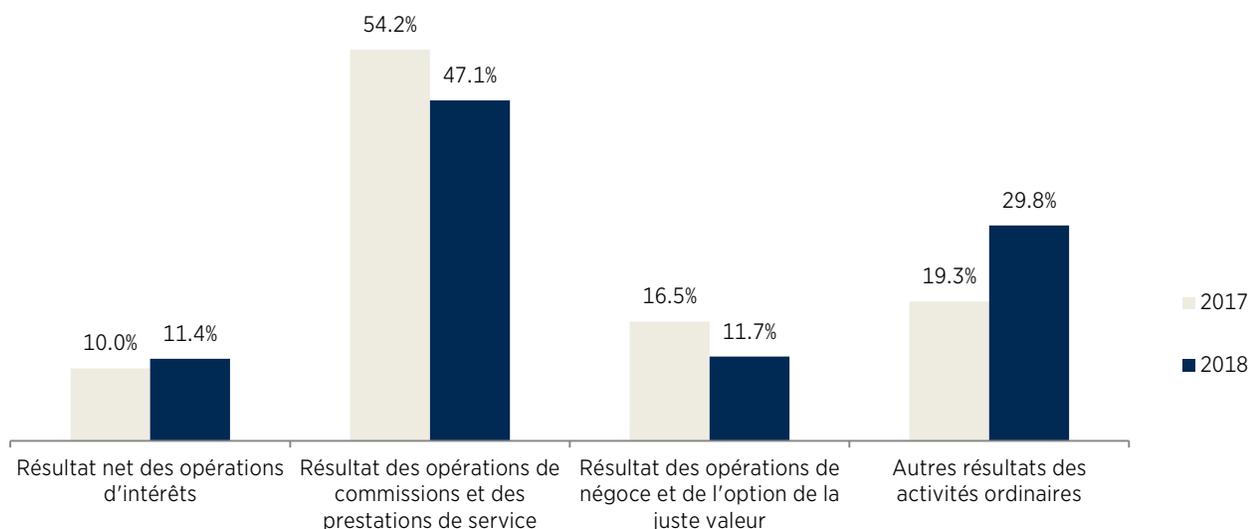
Son actionnariat familial et la solidité de notre bilan restent un atout majeur pour nous apporter la stabilité nécessaire à ces changements. La quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme nous permettent de relever les défis de 2019 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de nos clients.

Le Conseil d'Administration

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

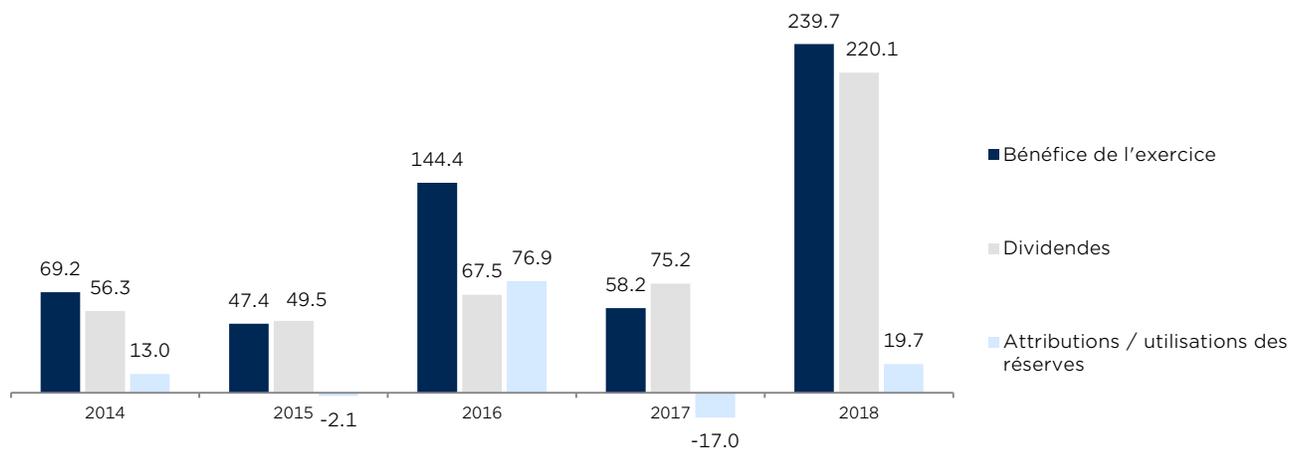
Répartition des produits

(en % du total)



Répartition du bénéfice

(en millions de CHF)



Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. - Genève sur les comptes annuels 2018

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018, y compris un résumé des principaux principes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (page 100 à 120) sont conformes à la loi suisse et aux statuts de la société.

Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse et les Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé « Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes annuels ».

Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Notre approche d'audit

Vue d'ensemble



- Caractère significatif global: CHF 3'150'000
- Nous avons adapté l'étendue de notre audit de manière à effectuer suffisamment de travaux pour être en mesure d'émettre une opinion d'audit sur les états financiers pris dans leur ensemble, en considérant la structure de la société, les processus et contrôles internes relatifs à l'établissement des états financiers et le secteur d'activité de la société.
- Le domaine suivant a été identifié comme élément clé de l'audit:
 - Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

Étendue de l'audit

Nous avons défini notre approche d'audit en déterminant le caractère significatif et en évaluant les risques d'anomalies significatives dans les états financiers. En particulier, nous avons tenu compte des jugements lorsqu'ils ont été effectués, par exemple en relation avec des estimations comptables significatives pour lesquelles des hypothèses doivent être choisies et qui reposent sur des événements futurs qui sont par définition incertains. Comme pour tous nos audits, nous avons également considéré le risque que la direction ait pu contourner des contrôles internes, en tenant compte entre autres de l'éventuelle présence de biais subjectifs qui pourraient représenter un risque d'anomalies significatives provenant de fraudes.



Caractère significatif

L'étendue de notre audit a été influencée par le caractère significatif appliqué. Notre opinion d'audit a pour but de donner une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils de matérialité quantitatifs, notamment le caractère significatif global applicable aux comptes annuels pris dans leur ensemble, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Sur la base de ces seuils quantitatifs et la prise en compte de considérations qualitatives, nous avons déterminé l'étendue de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit et évalué les effets d'anomalies, prises individuellement ou collectivement, sur les comptes annuels pris dans leur ensemble.

<i>Caractère significatif global</i>	CHF 3'150'000
<i>Comment nous l'avons déterminé</i>	5% du résultat opérationnel, arrondi. Nous avons également déduit des charges jugées comme non récurrentes et ne faisant pas partie de l'activité habituelle de la Banque.
<i>Justification du choix de la grandeur de référence pour la détermination du caractère significatif global</i>	Nous avons choisi le résultat opérationnel (étant le résultat avant impôts, éléments extraordinaires et variation des réserves pour risques bancaires généraux) comme grandeur de référence. Selon notre appréciation, il s'agit de la grandeur de référence communément utilisée pour mesurer la performance de la banque et également d'une grandeur de référence dans l'industrie bancaire.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit et des risques de lui rapporter les anomalies supérieures à CHF 157'500 que nous avons constatées lors de notre audit, ainsi que toutes les anomalies en-dessous de ce montant mais qui, selon notre jugement, doivent être rapportées pour des raisons qualitatives.

Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont la plus grande importance pour notre audit des états financiers pour l'exercice sous revue. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit des états financiers et les avons pris en compte pour l'élaboration de notre opinion d'audit. Cependant, nous ne délivrons pas d'opinion d'audit distincte à leur sujet.

Provisions en relation avec les réclamations clients et les procédures judiciaires et fiscales

<i>Éléments clés de l'audit</i>	<i>Manière dont les éléments clés ont été examinés</i>
Dans le cadre de ses activités, la Banque fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliquée dans diverses procédures judiciaires et fiscales. Des provisions couvrant les conséquences financières de ces procédures et les honoraires d'avocats prévisionnels y relatifs sont comptabilisées.	Nous avons évalué l'appréciation de la Banque portant sur l'état et les probables évolutions des réclamations de clients, des procédures judiciaires et fiscales auxquelles la Banque doit faire face.

Éléments clés de l'audit	Manière dont les éléments clés ont été examinés
<p>L'appréciation de l'issue des procédures engagées ou à venir ainsi que des potentielles sorties de fonds associées et leur importance, nécessite un jugement de la part de la Banque pour déterminer le niveau des provisions.</p> <p>La Banque a, dans ce cadre, procédé à ses propres analyses internes et obtenu l'avis de conseillers juridiques externes sur les probables développements et implications financières des réclamations et des procédures judiciaires et fiscales. Elle a, sur cette base, ajusté le niveau des provisions en considérant les informations connues à la date de l'arrêté des comptes annuels.</p> <p>La situation des provisions pour les risques liées aux réclamations des clients et aux procédures judiciaires et fiscales est présentée à la note 10, page 112 des états financiers.</p>	<p>Nous avons effectué les travaux d'audit spécifiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons pris connaissance des procès-verbaux des séances du Conseil d'administration, du Comité d'audit et des risques, du Comité de direction ainsi que de la correspondance avec le régulateur le cas échéant et avons également pris connaissance du registre des plaintes tenu par la Banque. - Nous nous sommes entretenus avec la fonction juridique ainsi que la Direction de la Banque au cours de la période, ainsi qu'après la date de clôture des comptes annuels, afin de comprendre la nature des réclamations et procédures judiciaires et fiscales en cours et de valider le dernier statut en date et les implications comptables. - Nous avons examiné les analyses effectuées par la Banque portant sur le niveau des provisions, ainsi que les informations présentées dans les notes aux comptes annuels. - Nous avons discuté ces appréciations avec le Conseil d'administration, le Comité d'audit et des risques et la Direction financière ainsi qu'avec la fonction juridique interne de la Banque. - Nous avons examiné si les méthodes utilisées pour l'établissement des estimations comptables ont été appliquées de façon permanente. - Nous avons obtenu une confirmation écrite de la part de conseillers juridiques externes de la Banque portant sur leur appréciation des risques et des potentielles conséquences financières à la date de clôture. Nous les avons examinées et comparées aux analyses de la Banque.

Responsabilité du Conseil d'administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels en conformité avec les exigences légales et les statuts de la société. Le Conseil d'administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir les comptes annuels sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des NAS permettrait toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de la société.
- Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités de la société à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux comptes annuels ou, si les informations qu'elle contient sont inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par la société de la continuité de l'exploitation.

Nous nous entretenons avec le Conseil d'administration ou avec le Comité d'audit et des risques, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les faiblesses significatives éventuelles dans les contrôles internes constatées lors de notre audit.

Nous remettons au Conseil d'administration ou au Comité d'audit et des risques une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui peuvent raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvetage prises le cas échéant dans ce contexte.

Parmi les éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'administration ou le Comité d'audit et des risques, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en résulteraient excèderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.



Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan (page 92) est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Julien Baer
Expert-réviseur

Genève, le 21 mars 2019

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte de résultat, état des capitaux propres et annexe)
- Proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan

Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Notes	2018	2017	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités		2'282'299	2'518'992	(236'693)	(9,4)
Créances sur les banques		982'943	1'116'683	(133'740)	(12,0)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1	325'016	387'367	(62'351)	(16,1)
Créances sur la clientèle	2	1'306'312	1'375'670	(69'358)	(5,0)
Créances hypothécaires	2	414'792	353'765	61'027	17,3
Opérations de négoce	3	671	47	624	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4	79'010	119'618	(40'608)	(33,9)
Immobilisations financières	5	1'463'992	1'492'107	(28'115)	(1,9)
Comptes de régularisation		57'477	72'024	(14'547)	(20,2)
Participations		234'707	303'195	(68'488)	(22,6)
Immobilisations corporelles		96'514	180'846	(84'332)	(46,6)
Valeurs immatérielles		-	913	(913)	(100,0)
Autres actifs	6,7	16'626	18'890	(2'264)	(12,0)
Total des actifs		7'260'359	7'940'117	(679'758)	(8,6)
Total des créances subordonnées		3'383	12'391	(9'008)	(72,7)
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Notes	2018	2017	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques		1'138'219	1'235'504	(97'285)	(7,9)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		4'933'190	5'540'766	(607'576)	(11,0)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4	71'457	134'345	(62'888)	(46,8)
Comptes de régularisation		107'809	80'647	27'162	33,7
Autres passifs	6	5'925	6'000	(75)	(1,3)
Provisions	10	156'201	161'971	(5'770)	(3,6)
Réserves pour risques bancaires généraux		59'933	43'263	16'670	38,5
Capital social	11	45'000	45'000	-	-
Réserve légale issue du capital		45'362	45'362	-	-
Réserve légale issue du bénéfice		129'639	131'398	(1'759)	(1,3)
Réserves facultatives issues du bénéfice		416'962	416'962	-	-
Propres parts du capital		(151'813)	(39'008)	(112'805)	289,2
Bénéfice reporté		62'756	79'714	(16'958)	(21,3)
Bénéfice de l'exercice		239'719	58'193	181'526	311,9
<i>Total des fonds propres avant répartition</i>		<i>847'558</i>	<i>780'884</i>	<i>66'674</i>	<i>8,5</i>
Total des passifs		7'260'359	7'940'117	(679'758)	(8,6)
Total des engagements subordonnés		-	-	-	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Opérations hors bilan

Engagements conditionnels	2	150'747	156'574	(5'827)	(3,7)
Engagements irrévocables	2	16'468	10'008	6'460	64,5
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		139'603	68'901	70'702	102,6

Compte de résultat

de l'exercice au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Notes	2018	2017	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		26'166	22'389	3'777	16,9
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		191	8	183	2'287,5
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		14'351	12'260	2'091	17,1
Charges d'intérêts		2'658	2'348	310	13,2
Résultat brut des opérations d'intérêts		43'366	37'005	6'361	17,2
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(3)	(50)	47	(94,0)
Résultat net des opérations d'intérêts		43'363	36'955	6'408	17,3
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		207'215	223'345	(16'130)	(7,2)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'417	1'224	193	15,8
Produit des commissions sur les autres prestations de service		2'222	2'628	(406)	(15,4)
Charges de commissions		(30'878)	(27'636)	(3'242)	11,7
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		179'976	199'561	(19'585)	(9,8)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	20	44'527	60'808	(16'281)	(26,8)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		22'071	1'057	21'014	1'988,1
Produit des participations		80'040	57'374	22'666	39,5
Résultat des immeubles		458	692	(234)	(33,8)
Autres produits ordinaires		12'350	12'672	(322)	(2,5)
Autres charges ordinaires		(1'075)	(801)	(274)	34,2
Autres résultats ordinaires		113'844	70'994	42'850	60,4
Charges de personnel	22	(198'778)	(201'743)	2'965	(1,5)
Autres charges d'exploitation	23	(89'691)	(86'175)	(3'516)	4,1
Charges d'exploitation		(288'469)	(287'918)	(551)	0,2
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	26	(28'805)	(20'151)	(8'654)	42,9
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	24	(2'641)	(2'279)	(362)	15,9
Résultat opérationnel		61'795	57'970	3'825	6,6
Produits extraordinaires	25	226'014	1'961	224'053	-
Charges extraordinaires	25	(245)	(876)	631	(72,0)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	25	(16'670)	5'209	(21'879)	-
Impôts	27	(31'175)	(6'071)	(25'104)	413,5
Bénéfice de l'exercice		239'719	58'193	181'526	311,9

État des Capitaux Propres

au 31 décembre 2018 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve légale issue du capital	Réserve légale issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice y compris bénéfice reporté	Propres parts du capital	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	45'000	45'362	131'398	43'263	496'676	(39'008)	58'193	780'884
Autres apports / injections	-	-	923	-	-	-	-	923
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	(129'200)	-	(129'200)
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	16'395	-	16'395
Impact de l'évaluation subséquente de propres parts au capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	-	(2'682)	-	-	-	-	(2'682)
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	-	-	(75'150)	(75'150)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	16'670	-	-	-	16'670
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves	-	-	-	-	(16'958)	-	16'958	-
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	-	239'719	239'719
Capitaux propres au 31 décembre 2018	45'000	45'362	129'639	59'933	479'718	(151'813)	239'719	847'558

Annexe aux comptes annuels

Nom et forme juridique de la banque

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une banque spécialisée dans la gestion de patrimoine de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse. Elle a obtenu, en date du 3 avril 1998, le statut de négociant en valeurs mobilières.

L'effectif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 753 collaborateurs comparés à 772 collaborateurs pour l'exercice précédent.

La Banque, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger, exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoine. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de services.

Principes de comptabilisation et d'évaluation des comptes annuels

Les comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions du Code des obligations suisse, de la Loi fédérale sur les banques et à son ordonnance ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Les comptes individuels statutaires avec présentation fiable présentent la situation économique de la banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

En outre, la Banque pratique pour son propre compte le négoce de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

Hormis pour la gestion du système bancaire et de certaines applications périphériques ainsi que l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., la Banque ne fait pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire FINMA 2018/3 « Outsourcing – Banque et assureurs ».

La Banque est également libérée au niveau de son bouclage individuel selon l'art. 36 al.1 OB de la publication de certaines composantes de l'annexe.

Principes généraux d'évaluation

Les principes d'évaluation et de comptabilisation du Groupe s'appliquent aux comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. qui en est la Maison Mère, à l'exception des postes du bilan suivants :

« Participations »

Cette position comprend les participations détenues dans le dessein d'un placement permanent ainsi que les participations à caractère d'infrastructure (indépendamment du taux de détention). Ces participations figurent au plus à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections économiquement nécessaires. Les participations sont évaluées selon le principe de l'évaluation individuelle.

« Propres titres de créances et de participation »

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. La Banque ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve légale issue du bénéfice » et la Banque réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2018.

Gestion des risques

Les principes de gestion des risques de marché, de crédit, de taux et de risques pays du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Les méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Évaluation des sûretés de crédit

Les évaluations des sûretés de crédit du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Les principes de la politique d'affaires pour la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et l'utilisation de la comptabilité de couverture du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

La Famille Benjamin de Rothschild a annoncé le 13 mars 2019 son intention de porter à 100% la détention d'Edmond de Rothschild Holding S.A. dans le capital de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Ce projet vise à faire de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. la tête de pont des activités bancaires du Groupe Edmond de Rothschild, notamment en transférant la participation Edmond de Rothschild (France) de Edmond de Rothschild S.A. à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ainsi

qu'en retirant de la cote de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. actuellement cotée à la bourse de Zurich (SIX Swiss Exchange). De plus, le Conseil d'Administration a pris acte du départ de M. Emmanuel Fiévet jusque-là Directeur Général de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., remplacé à ce poste par M. Vincent Taupin, Mme Cynthia Tobiano elle étant nommée Directrice Générale Déléguée.

Aucun autre événement susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine, la situation financière ainsi que les résultats de la Banque n'est intervenu après le 31 décembre 2018, date du bilan de la Banque.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers SA, Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2018 2017

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	325'016	387'367
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	334'159	399'157
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	1'904	-
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

Nature des couvertures

En milliers de CHF

Couvertures hypothécaires Autres couvertures Sans couverture Total

2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	202	1'218'719	89'346	1'308'267
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	413'051	-	80	413'131
- immeubles commerciaux	1'661	-	-	1'661
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2018	414'914	1'218'719	89'426	1'723'059
Total 2017	336'199	1'303'324	91'864	1'731'387
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2018	414'914	1'218'719	87'471	1'721'104
Total 2017	336'199	1'303'324	89'912	1'729'435
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	150'747	-	150'747
Engagements irrévocables	-	-	16'468	16'468
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	139'603	-	139'603
Crédits par engagement	-	-	-	-
Total 2018	-	290'350	16'468	306'818
Total 2017	-	225'475	10'008	235'483

En milliers de CHF

Montant brut Valeur estimée de réalisation des sûretés Montant net Corrections de valeur individuelles

Créances compromises

Total 2018	17'036	14'714	2'322	1'955
Total 2017	16'075	14'123	1'952	1'952

L'augmentation du montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Cependant, compte tenu des sûretés obtenues par la Banque, il n'a pas été nécessaire de constituer d'importantes corrections de valeurs supplémentaires.

3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	230	-
<i>dont cotés</i>	230	-
Titres de participation	441	47
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-
Autres	-	-
Total des actifs	671	47
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	523	971	81'082	834	3'375	383'757
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	117	117	429'479	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	64'386	53'844	15'461'970	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	10'877	10'877	1'009'079	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Titres de participation / indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	2'273	2'273	174'718	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit						
Crédit default swaps	-	-	-	-	-	-
Total return swaps	-	-	-	-	-	-
First-to-default swaps	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
2018	78'176	68'082	17'156'328	834	3'375	383'757
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>78'176</i>	<i>68'082</i>	<i>17'156'328</i>	<i>834</i>	<i>3'375</i>	<i>383'757</i>
2017	118'066	132'469	18'142'475	1'552	1'876	290'959
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>118'066</i>	<i>132'469</i>	<i>18'142'475</i>	<i>1'552</i>	<i>1'876</i>	<i>290'959</i>
Total après prise en compte des contrats de netting						
2018				79'010	71'457	
2017				119'618	134'345	
Répartition selon les contreparties						
				Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)				-	61'148	17'862

En milliers de CHF	2018	2017	2018	2017
	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières (en milliers de CHF)				
Titres de créance	913'754	964'414	913'247	970'681
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	879'177	898'945	878'104	903'886
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	34'577	65'469	35'143	66'795
Titres de participation	87'852	90'468	98'869	96'561
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	462'386	437'225	462'386	437'225
Immeubles	-	-	-	-
Total	1'463'992	1'492'107	1'474'502	1'504'467
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	83'104	89'663		

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	264'691	189'968	365'692	59'326	2'829	31'248

La Banque utilise les notes de 3 agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch). Les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's.

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2018	2017	2018	2017
6 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	2'541	324	-	-
Impôts directs (impôt anticipé, droits de timbre)	3'331	1'490	2'813	3'276
Impôts indirects	3'217	1'062	-	478
Garanties, cautions	7'219	6'591	-	-
Compte d'ordre		5'251	2'289	-
Autres	318	4'172	823	2'246
Total	16'626	18'890	5'925	6'000

En milliers de CHF	2018		2017	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
7 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Immobilisations financières	5'525	-	5'592	-
Autres actifs	7'219	-	10'571	-
Actifs nantis sous réserve de propriété	-	-	-	-

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
8 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	46'199	47'677	(3,1)
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	568	1'115	(49,1)
Total	46'767	48'792	(4,2)

En nombre d'actions	2018	2017	Variation %
Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Banque détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Actions au porteur de CHF 500.-	547	547	-

Cette détention correspond à 0,6 % du capital social de la Banque.

9 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2018, il n'y a pas de réserve de contributions de l'employeur.

	2017	2017	2016	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2018	2018	2017
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité				Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF							
b) Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	41'897	-	-	-	(16'908)	(16'908)	(18'756)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Total	41'897	-	-	-	(16'908)	(16'908)	(18'756)

Les collaborateurs de la Banque sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations, tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 107.7 % au 31 décembre 2017 (101.9 % au 1^{er} janvier 2017).

Pour la fin de l'exercice 2018, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 100 %. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2018 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1 % et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

	Etat à fin 2017	Utilisations conformes au but	Modifications du périmètre	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat à fin 2018
En milliers de CHF								
10 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations								
Provisions pour impôts latents	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions de restructuration	563	(332)	-	-	-	3'858	(231)	3'858
Autres provisions	161'408	(2'703)	-	-	-	908	(7'270)	152'343
Total des provisions	161'971	(3'035)	-	-	-	4'766	(7'501)	156'201
Réserves pour risques bancaires généraux	43'263	-	-	-	-	16'670	-	59'933
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	1'952	(2)	-	-	2	190	(187)	1'955
- dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	1'952	(2)	-	-	2	190	(187)	1'955
- dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-

Les réserves pour risques bancaires généraux sont taxées à hauteur de CHF 26,7 millions.

La Banque fait face à des réclamations de la part de certains de ces clients et est impliquée dans diverses procédures judiciaires et fiscales entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, la Banque constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque la Direction estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, la Banque n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

La provision de restructuration comprend uniquement les coûts de reconfiguration des équipes de back-office titres.

	2018			2017		
	Valeur nominale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
	(milliers CHF)		(milliers CHF)	(milliers CHF)		(milliers CHF)
11 Capital social						
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000	25'000	50'000	25'000
Total du capital social	45'000			45'000		

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2018	2017	2018	2017

12 Indication des créances et engagements envers les parties liées

Participants qualifiés	2'332	2'259	133'236	67'388
Sociétés du groupe	335'761	380'426	545'463	472'368
Sociétés liées	13'429	13'469	2'859	9'645
Affaires d'organes	229	-	5'515	301
Autres parties liées	30'589	36'543	398	70
Total	382'340	432'697	687'471	549'772

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles aussi bien auprès de la Banque en Suisse qu'auprès des filiales à l'étranger.

	2018			2017		
	Nominal	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix	Nominal	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix
	(en milliers CHF)	(en %)	(en %)	(en milliers CHF)	(en %)	(en %)

13 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

Actionnaires importants

Edmond de Rothschild Holding S.A. ¹⁾	37'836,0	84,1	87,9	37'448,0	83,2	87,6
Rothschild Holding AG, Zurich ²⁾	-	-	-	3'800,0	8,4	9,4
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ³⁾	4'336,5	9,6	9,9	924,5	2,1	0,7

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,94% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,10% (89,84% des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève 11).

2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes : 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Tourmon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas BV, Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zurich ; 12) AYRE Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 14) Edouard de Rothschild, Paris ; 15) Philippe de Nicolay-Rothschild, Paris ; 16) Olivier Pécoux, Paris ; 17) François Henrot, Paris ; 18) Holding Financier Jean Goujon SAS, Paris ; 19) Rothschild & Co Gestion SAS, Paris ; 20) Rothschild & Co Commandité SAS, Paris ; 21) Nicolas Bonnault, Paris ; 22) Laurent Baril, Paris ; 23) Philippe Le Bourgeois, Paris ; 24) Maria Beatrice de Rothschild, Paris ; 25) Julia Footnick, Paris ; 26) Elisabeth Donovan, Paris ; 27) James de Rothschild, Paris ; 28) Anna de Rothschild, Paris ; 29) Pierre de Rothschild, Paris ; 30) Alexandra Pécoux, Paris ; 31) Emmanuelle Pécoux, Paris ; 32) Maylis Pécoux, Paris ; 33) Olivier Pécoux EURL, Paris ; 34) FH GFA SARL, Paris ; 35) The Three Moons, Paris ; 36) Financière du Chasse Midi, Paris ; 37) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris ; 38) Christophe Desprez, Paris ; 39) CD GFA SARL, Paris ; 40) Observatoire du Patrimoine, Paris ; 41) GP Patrimoine, Paris ; 42) Desprez Patrimoine SARL, Paris ; 43) Bernard Maurel, Marseille ; 44) Lucie Maurel-Aubert, Le Vésinet ; 45) BD Maurel SC, Marseille ; 46) SC Paloma, Le Vésinet ; 47) Dominique Maurel, Marseille.

Rothschild Holding AG, Zurich, détenait 20'000 actions nominatives et 3'600 actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, représentant au total 8,44% du capital et 9,44% des droits de vote. Par suite d'une convention d'échange et d'achat d'actions (Share swap and purchase agreement) signée le 28 juin 2018, Rothschild Holding AG a cédé l'ensemble de sa participation à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (Cf. communiqué de presse y relatif du 29 juin 2018 : <https://www.edmond-de-rothschild.com/SiteCollectionDocuments/private-banking/macro%20highlights/Communiqu%C3%A9%20de%20presse%20accord%20EDR.pdf>)

3) La participation d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. découle notamment de la convention d'échange et d'achat d'actions (Share swap and purchase agreement) signée le 28 juin 2018 avec Rothschild Holding AG.

Au cours de l'exercice 2018, les actionnaires précités ont annoncé, conformément aux articles 120 et suivants de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LMF), des changements au sein de leur actionariat. Les faits qui ont déclenché l'obligation de déclarer sont (i) la signature d'une convention d'échange et d'achats d'actions (Share swap and purchase Agreement) en date du 28 juin 2018 entre Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Rothschild Holding A.G., incluant le rachat par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. des titres détenus par Rothschild Holding A.G. et (ii) le transfert de ces titres intervenu le 6 août 2018.

Les publications y relatives peuvent être consultées sur le site de la SIX Exchange Regulation, dont les liens directs sont :

Annonces du 5 juillet 2018 : <https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBI7300013>
<https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TAI7300056>

Annonces du 7 août 2018 : <https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBI8600015>
<https://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TAI8600058>

	2018			2017		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital *	Taux de participation à l'ensemble des voix *	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital *	Taux de participation à l'ensemble des voix *
		(en %)	(en %)		(en %)	(en %)
Participations croisées						
Rothschild Holding AG, Zürich (1)	-	-	-	10'161	13,0	13,5

*Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère.

¹ Jusqu'au 28 juin 2018, date de la signature d'une convention d'échange et d'achats d'actions (Share swap and purchase Agreement) entre Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Rothschild Holding A.G. portant sur le dénouement des participations croisées et le rachat par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. des titres détenus par Rothschild Holding A.G.

	Prix moyen en milliers de CHF	Nombre d'actions
14 Propres parts du capital et composition du capital propre		
Actions nominatives de CHF 100.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		-
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	3	20'000
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice		-
- nombre de propres actions nominatives à la fin de l'exercice		20'000
Actions au porteurs de CHF 500.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		1'849
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	17	3'600
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	18	(776)
- nombre de propres actions au porteur à la fin de l'exercice		4'673

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.
La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 2,7 millions a été portée au débit de la réserve légale issue du bénéfice.

Réserves non distribuables

Tant que la réserve légale issue du bénéfice et la réserve légale issue du capital ne dépassent pas, à elles deux, la moitié du capital-actions, elles ne peuvent être employées qu'à couvrir des pertes ou à prendre des mesures permettant à l'entreprise de se maintenir en temps d'exploitation déficitaire, d'éviter le chômage ou d'en atténuer les conséquences.

Il n'existe pas de restrictions statutaires d'utilisation des réserves facultatives issues du bénéfice.

En milliers de CHF	2018
Réserves légales non distribuables	22'500
Total des réserves légales non distribuables	22'500

15 Participations des organes et rapport sur les rémunérations

Les membres de la direction du Groupe ainsi qu'une partie des collaborateurs bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

		2018		2017	
		Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives	Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives
16	Détention d'actions EDR (Suisse) S.A. Genève:				
	Conseil d'Administration	178	-	183	-
	Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	101	-	101	-
	Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
	Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-
	Luc J.Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	67	-	67	-
	Tobias Guldemann	-	-	-	-
	François Hottinger <i>(jusqu'au 10.06.2018)*</i>	10	-	10	-
	Klaus Jenny <i>(jusqu'au 26.04.2019)</i>	-	-	-	-
	Maurice Monbaron	-	-	-	-
	François Pauly <i>(depuis le 24.04.2018)</i>	-	-	-	-
	Philippe Perles	-	-	-	-
	Anciens membres:				
	Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	-	-	5	-
	Comité Exécutif	-	-	-	-
	Emmanuel Fievet <i>(jusqu'au 13.03.2019)</i>	-	-	-	-
	Yves Aeschlimann <i>(jusqu'au 18.10.2018)</i>	-	-	-	-
	Martin Liebi	-	-	-	-
	Jean-Christophe Pernollet	-	-	-	-
	Sabine Rabald	-	-	-	-
	Cynthia Tobiano	-	-	-	-
	Emanuela Bonadiman <i>(jusqu'au 07.03.2018)</i>	-	-	-	-
	Total	178	-	183	-

* Date du décès de François Hottinger

En milliers de CHF	2018	
	Valeur	Part en %
17	Expositions nettes à l'étranger	
Actifs		
1 & 2	2'006'798	86,5
3	5'223	0,2
4	142'481	6,1
5	61'561	2,7
6	36'973	1,6
7	6'121	0,3
sans notation	62'147	2,6
Total	2'321'304	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'assurance Suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
18 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2'245'084	1'972'880	13,8
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	1'310'143	1'020'080	28,4
Crédits fiduciaires	-	-	-
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	-	-	-
Autres opérations fiduciaires	-	-	-
Total	3'555'227	2'992'960	18,8

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
19 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution			
a) Répartition des avoirs administrés			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	3'537'451	14'286'464	(75,2)
Avoirs sous mandat de gestion	8'143'595	9'539'151	(14,6)
Autres avoirs administrés	19'891'287	22'024'623	(9,7)
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	31'572'333	45'850'238	(31,1)
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>3'257'403</i>	<i>4'353'568</i>	<i>(25,2)</i>
b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés			
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux	45'850'238	37'271'538	23,0
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(2'505'222)</i>	<i>(3'041'858)</i>	<i>(17,6)</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>(1'468'023)</i>	<i>3'118'014</i>	<i>(147,1)</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>(10'304'660)</i>	<i>8'502'544</i>	<i>(221,2)</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	31'572'333	45'850'238	(31,1)

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs sous gestion propre, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par la Banque. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon une méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturés et les dividendes crédités) et les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait.

Les autres effets comprennent des changements de périmètre dans la délégation de la gestion des avoirs de Nikko SMA.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
20 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	19'665	33'360	(41,1)
Opérations de négoce pour compte propre	24'862	27'448	(9,4)
Total du résultat de négoce	44'527	60'808	(26,8)
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	473	(2'077)	-
Titres de participation (y c. les fonds)	729	1'943	(62,5)
Devises	43'227	60'645	(28,7)
Matières premières / métaux précieux	98	297	(67,0)
Total du résultat de négoce	44'527	60'808	(26,8)
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
21 Produit ou refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			
Produits des intérêts et des escomptes			
Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.			
Intérêts négatifs			
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(10'154)	(13'933)	(27,1)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	6'207	6'162	0,7

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
22 Charges de personnel			
Appointements	(163'316)	(164'816)	(0,9)
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(40'650)	(30'792)	32,0
Prestations sociales	(27'332)	(30'724)	(11,0)
Autres charges de personnel	(8'130)	(6'203)	31,1
Total	(198'778)	(201'743)	(1,5)

Conformément à l'ORAb, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie les détails de la rémunération de son Conseil d'Administration et de son Comité Exécutif dans son Rapport de rémunération.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
23 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(13'307)	(12'508)	6,4
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(42'129)	(41'929)	0,5
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	-	(215)	(100,0)
Honoraires de la société d'audit	(1'694)	(1'635)	3,6
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(1'245)	(924)	34,7
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(449)	(711)	(36,8)
Autres charges d'exploitation	(32'561)	(29'888)	8,9
Total	(89'691)	(86'175)	4,1

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
24 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(2'641)	(2'279)	15,9

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
25 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	226'014	1'961	11'425,4
Charges extraordinaires	(245)	(876)	(72,0)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(16'670)	5'209	(420,0)

En 2018, les produits extraordinaires résultent d'une opération de sales and lease-back opérée sur le parc immobilier de Edmond de Rothschild Suisse pour CHF 94,5 millions, de plus-values de cession de participations pour CHF 125,1 millions ainsi qu'une dissolution de provision non nécessaire à l'exploitation de CHF 6,3 millions. Les charges extraordinaires contiennent une moins-value de cession de participation et d'immobilisations corporelles pour CHF 0,2 million.

En 2017, les produits extraordinaires résultent principalement d'un gain de CHF 1,8 million sur la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd. (earn-out) et les charges extraordinaires de CHF 0,8 million sont liées à la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd.

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
26 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations	(10'500)	-	-
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(965)	(3'475)	(72,2)
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(13'700)	(8'850)	54,8
- mobilier, matériel, équipement	(2'727)	(5'546)	(50,8)
Valeurs immatérielles	(913)	(2'280)	(60,0)
Total	(28'805)	(20'151)	42,9

En milliers de CHF	2018	2017	Variation %
27 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(31'175)	(6'071)	413,5
Taux d'imposition moyen	(50,4)%	(10,5)%	(39,9)

Il n'existe pas de reports de pertes sur les impôts de nature à avoir un impact sur l'impôt sur le revenu.

Rapport de rémunération

122	Introduction Aperçu Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation	125	Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif Rémunération des collaborateurs non membres du Comité Exécutif Rémunération pour l'année considérée
123	Vote sur les rémunérations Rémunération des membres nommés après la tenue de l' Assemblée générale Composantes de la rémunération et plan de participation	126	Crédits aux organes de la Banque
124	Rémunération des membres du Conseil d'Administration Rémunération des membres du Comité Exécutif Règles communes applicables à la rémunération des organes	127	Rémunérations allouées aux membres
		128	Rapport de l'organe de révision à l' Assemblée générale Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Introduction

Le présent Rapport de rémunération 2018 est établi conformément aux exigences légales.

Il contient les informations requises par l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) du 20 novembre 2013, le Code suisse des Obligations, ainsi que par la section 5 de la Directive du Regulatory Board de la SIX Exchange Regulation concernant les informations relatives à la Corporate Gouvernance du 20 décembre 2018.

Les pages 126 à 127 du présent Rapport sont auditées par l'organe de révision statutaire de la Banque, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève.

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération, revues sous l'angle de l'ORAb, apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Comité de Rémunération, organisé conformément aux exigences de l'ORAb, dispose des attributions suivantes selon l'article 22bis al. 5 des Statuts* :

- Établir et faire approuver par le Conseil d'Administration un Règlement sur la rémunération ;
- Approuver annuellement l'enveloppe des rémunérations des collaborateurs de la Banque proposée par le Comité Exécutif, à l'exclusion des salaires et des rémunérations variables des membres du Comité Exécutif ;
- Approuver les rémunérations des personnes responsables des fonctions de contrôle identifiées par le Président du Comité Exécutif (CEO) ;
- Après consultation avec le CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité Exécutif ;
- Approuver les rémunérations du responsable de l'audit interne et de son adjoint proposées par le Comité d'Audit et des Risques ; et
- Faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des Comités du Conseil d'Administration.

L'Assemblée générale 2018 a élu quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération pour une durée d'un an, à savoir la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), ainsi que Messieurs Philippe Perles et Klaus Jenny. Le Comité de Rémunération se réunit en principe deux fois par année. Ces mêmes personnes seront proposées à la réélection pour un nouveau mandat d'un an le 26 avril prochain lors de l'Assemblée Générale ordinaire.

Selon l'article 22 let. a. des Statuts*, le Conseil d'Administration arrête le montant global de la rémunération des membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif en vue de leur soumission à l'Assemblée générale, qui a le droit inaliénable d'approuver les rémunérations susvisées.

Le Conseil d'Administration a également la charge d'établir le Rapport de rémunération (art. 22 let. k des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

Vote sur les rémunérations

A teneur de l'article 24quinquies des Statuts*, l'Assemblée générale se détermine annuellement sur le montant global proposé par le Conseil d'Administration s'agissant de :

- la rémunération globale du Conseil d'Administration pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante ;
- le montant de la rémunération fixe globale (hors bonus) du Comité Exécutif pour l'exercice social suivant ; et
- le montant du bonus du Comité Exécutif pour l'exercice social écoulé.

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

Rémunération des membres nommés après la tenue de l'Assemblée générale

Si un membre du Comité Exécutif est nommé après que l'Assemblée générale a approuvé la rémunération fixe des membres du Comité Exécutif, le Conseil d'Administration peut lui octroyer, pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante, une rémunération ne dépassant pas de plus de 40% la rémunération moyenne des autres membres du Comité Exécutif approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale. Ce pourcentage est de 50% s'agissant du Président du Comité Exécutif. La rémunération moyenne se détermine en divisant la rémunération globale approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale pour le Comité Exécutif par le nombre de membres en exercice du Comité Exécutif (art. 24 quinquies al. 4 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2018, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 29%.

Le Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a proposé de compléter ses Statuts* lors de l'Assemblée générale 2016 en modifiant l'article 24ter de manière à autoriser l'octroi d'instruments financiers au titre de rémunération des membres des organes.

Cette modification a été acceptée par l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 28 avril 2016.

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle de deux ans commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Les millésimes 2018 et 2019 du ESP ont été mis en place selon le même modèle que celui de 2016.

Pour le millésime 2019, au titre des rémunérations 2018, 84 collaborateurs (inclus ceux présents dans les succursales et filiales) participent à l'ESP.

Le programme de cash différé indexé a été mis en place en 2018 et est organisé selon les mêmes règles que l'ESP, c'est-à-dire une acquisition par tranche d'un tiers par année, ainsi que des clauses de présence et de malus. Un participant a bénéficié de ce plan.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Les membres du Conseil d'Administration ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne faisant pas partie de la rémunération (Art. 24bis al. 1 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité de rémunération. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Rémunération des membres du Comité Exécutif

La rémunération des membres du Comité Exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent aussi être éligibles à l'ESP). Le montant du bonus et du ESP dépendent de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité Exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité Exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'Administration arrête le montant de la rémunération des membres du Comité Exécutif, dont le montant global est soumis pour approbation à l'Assemblée générale (Art. 24bis al. 2 des Statuts*).

Les contrats qui prévoient la rémunération des membres du Comité Exécutif conclus entre la Banque ou les sociétés contrôlées par la Banque le cas échéant, d'une part, et les membres du Comité Exécutif, d'autre part, ne peuvent pas être conclus pour une durée dépassant une année ; le délai de congé applicable à ces contrats ne peut pas excéder un an.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé. Les rémunérations versées par les entités contrôlées par la Banque sont incluses dans le montant de la rémunération soumise à l'approbation de l'Assemblée générale, conformément à l'article 24quinquies des Statuts*.

Les membres du Comité Exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

Selon l'article 24quater des Statuts*, la Banque peut octroyer des prêts ou des crédits aux membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif, à concurrence de la valeur d'emprunt pondérée des actifs nantis ou s'agissant de prêts hypothécaires, 60% de la valeur de l'immeuble grevé. Les prêts ou crédits sont octroyés sous forme de découverts en comptes courants passagers, de limites confirmées et/ou d'avances à terme fixe, en blanc ou garanties, ainsi que de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Pour tous les types de prêts et crédits octroyés aux administrateurs, la Banque perçoit des intérêts et des frais conformes aux conditions du marché et correspondant à ceux appliqués à la clientèle. Les membres du Comité Exécutif bénéficient des conditions préférentielles appliquées en matière de taux d'intérêt aux employé(e)s de la Banque.

Outre les prestations de prévoyance approuvées chaque année par l'Assemblée générale, les membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif peuvent recevoir des prestations de prévoyance financées par la Banque, à concurrence d'un montant maximum correspondant à 20% de la dernière rémunération (hors bonus) approuvée par l'Assemblée générale (art. 24ter al. 3 des Statuts*).

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité Exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité Exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au Plan d'Actions Gratuites du Groupe (ci-après ESP).

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du RBE, discrétionnaire et définie annuellement par le Comité Exécutif du Groupe, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires) ;
- quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit.

Rémunération pour l'année considérée

Les rémunérations et prêts, au sens des articles 14 et suivants de l'ORAb, accordés aux membres en exercice des organes dirigeants et, le cas échéant, aux anciens membres sont mentionnés ci-dessous.

Les charges de prévoyance professionnelle reflètent uniquement la part employeur. Le montant des cotisations-épargne est exprimé en pourcentage du salaire (plafonné à 15% maximum) et tient compte de l'âge de l'employé. Par ailleurs, aucun montant n'a été versé au titre de prévoyance additionnelle.

L'essentiel des fluctuations des rémunérations entre 2017 et 2018 est lié à la prise en compte de la marche des affaires.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

En milliers de CHF

	2018		2017	
	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie
1 Crédits aux organes de la Banque				
Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie				
Conseil d'administration	30'427	1'510	36'543	20
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	30'427	1'510	36'543	1
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-
Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	-	-	-	18
Tobias Guldemann	-	-	-	-
François Hottinger <i>(jusqu'au 10.06.2018*)</i>	-	-	-	1
Klaus Jenny <i>(jusqu'au 26.04.2019)</i>	-	-	-	-
Maurice Monbaron	-	-	-	-
François Pauly <i>(depuis le 24.04.2018)</i>	-	-	-	-
Philippe Perles	-	-	-	-
Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	-	-	-	-
Comité Exécutif	-	-	-	-
Organe de révision	-	-	-	-
Total	30'427	1'510	36'543	20

Les crédits octroyés le sont sous forme de découverts en comptes courants passagers ou sous forme de limites confirmées et / ou d'avances à terme fixe, en blanc ou gagés (par le nantissement des avoirs des clients déposés auprès de la Banque) et de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Au 31 décembre 2018, les taux appliqués aux prêts lombards allaient de 0,5 % à 3,5 % pour les principales devises. Aucun crédit n'a été accordé aux membres du Comité Exécutif ni au service de l'Audit interne ni à l'organe de révision. Le montant global des crédits accordés aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 30'427 (en milliers de CHF).

*Date du décès de François Hottinger

		2018							
		Indemnités fixes		Indemnités variables		Charges patronales	Charges de prévoyance professionnelle	Autres	Total
		Espèce	Nombre d'actions	Espèce	RSU				
En milliers de CHF									
2	Rémunérations allouées aux membres								
	Conseil d'administration	821	-	-	-	62	-	-	883
	Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	137	-	-	-	10	-	-	147
	Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	10	-	-	-	-	-	-	10
	Tobias Guldimann	184	-	-	-	18	-	-	202
	François Hottinger <i>(jusqu'au 10.06.2018*)</i>	20	-	-	-	-	-	-	20
	Klaus Jenny <i>(jusqu'au 26.04.2019)</i>	167	-	-	-	11	-	-	178
	Maurice Monbaron	128	-	-	-	8	-	-	136
	François Pauly <i>(depuis le 24.04.2018)</i>	109	-	-	-	9	-	-	118
	Philippe Perles	66	-	-	-	6	-	-	72
	Comité Exécutif	4'473	-	3'103	754	1'666	766	391	11'153
	Emmanuel Fiévet <i>(jusqu'au 13.03.2019)</i>	900	-	1'500	-	480	131	-	3'011
	Total	5'294	-	3'103	754	1'728	766	391	12'036

		2017							
		Indemnités fixes		Indemnités variables		Charges patronales	Charges de prévoyance professionnelle	Autres	Total
		Espèce	Nombre d'actions	Espèce	RSU				
	Conseil d'administration	733	-	-	-	52	-	-	785
	Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	94	-	-	-	5	-	-	99
	Luc J. Argand <i>(jusqu'au 24.04.2018)</i>	73	-	-	-	4	-	-	77
	Tobias Guldimann	128	-	-	-	13	-	-	141
	François Hottinger <i>(jusqu'au 10.06.2018*)</i>	62	-	-	-	4	-	-	66
	Klaus Jenny <i>(jusqu'au 26.04.2019)</i>	136	-	-	-	9	-	-	145
	Maurice Monbaron	126	-	-	-	8	-	-	134
	Philippe Perles	64	-	-	-	6	-	-	70
	Jacques-André Reymond <i>(jusqu'au 02.05.2017)</i>	50	-	-	-	3	-	-	53
	Comité Exécutif	4'322	-	2'631	1'750	1'741	747	-	11'191
	Emmanuel Fiévet <i>(jusqu'au 13.03.2019)</i>	900	-	1'219	850	594	131	-	3'694
	Total	5'055	-	2'631	1'750	1'793	747	-	11'976

Compte tenu du fait que les montants d'indemnités individuels ne sont arrêtés qu'après la clôture des comptes annuels, les indemnités ci-dessus correspondent aux montants évalués selon la méthode dite « accrual basis ».

Les RSU correspondent aux rémunérations variables attribuées sous forme de droits à acquérir des bons de participation Edmond de Rothschild Holding S.A. La valeur des bons de participation étant déterminée après la date d'octroi, le Conseil d'Administration détermine dans un premier temps le montant qui sera payé sous forme de titres. Le nombre de titres effectivement alloué sera déterminé dès que la valorisation des bons de participation sera disponible.

La charge liée à l'octroi des RSU est étalée sur la période comprenant la période de service et la période de blocage (présence nécessaire à l'acquisition des droits). Ainsi, au titre de l'exercice 2018, le Groupe a déterminé un montant de KCHF 754 qui sera payé sous forme de titres en 2020, 2021 et 2022 et, enregistré une charge de KCHF 248 en 2018.

*Date du décès de François Hottinger



Rapport de l'organe de révision sur le rapport de rémunération

***à l'Assemblée générale de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Genève***

Nous avons effectué l'audit du rapport de rémunération de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018. Notre audit s'est limité aux indications selon les articles 14 à 16 de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) présentées aux pages 126 et 127.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement et de la présentation sincère du rapport de rémunération conformément à la loi et à l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) incombe au Conseil d'administration. Il est également responsable de la définition des principes de rémunération et de la fixation des rémunérations individuelles.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur le rapport de rémunération ci-joint. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que notre audit soit planifié et réalisé de telle façon qu'il nous permette de constater avec une assurance raisonnable que le rapport de rémunération est conforme à la loi et aux articles 14 à 16 de l'ORAb.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les indications relatives aux indemnités, prêts et crédits selon les articles 14 à 16 ORAb contenues dans le rapport de rémunération. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que le rapport de rémunération puisse contenir des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Cet audit comprend en outre une évaluation de l'adéquation des méthodes d'évaluation appliquées aux éléments de rémunération ainsi qu'une appréciation de la présentation du rapport de rémunération dans son ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, le rapport de rémunération de Edmond de Rothschild (Suisse) SA pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 est conforme à la loi et aux articles 14 à 16 de l'ORAb.

PricewaterhouseCoopers SA

Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Julien Baer
Expert-réviseur

Genève, le 21 mars 2019

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

Genève

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse
1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Succursales

Fribourg

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg
11, rue de Morat - CP 144
1701 Fribourg
T. +41 26 347 24 24
F. +41 26 347 24 20
www.edmond-de-rothschild.ch

Lausanne

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne
2, avenue Agassiz
1003 Lausanne
T. +41 21 318 88 88
F. +41 21 323 29 22
www.edmond-de-rothschild.ch

Lugano

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lugano
Via Ginevra 2 - CP 5882
6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00
F. +41 91 913 45 01
www.edmond-de-rothschild.ch

Agence

Zurich

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 9
8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11
F. +41 44 818 81 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Filiales à l'étranger

Israël

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20, Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00
F. +972 3 566 66 89
www.edris.co.il

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails page suivante)

Monaco

Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317
98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47
F. +377 93 25 75 57
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00
F. +377 97 98 28 01
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild Gestion
(Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14
F. +377 97 98 22 18
www.edmond-de-rothschild.mc

Royaume-Uni

- ▶ Edmond de Rothschild (UK) Limited
 - ▶ Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited
 - ▶ Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited
 - ▶ Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP
 - ▶ Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited
- 4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
www.edmond-de-rothschild.co.uk

Bureaux de représentation à l'étranger

Émirats Arabes Unis

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,
Banking Representative Office
Sunset Building, 2nd Floor, office 46,
Jumeirah Road, Jumeirah-3
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +9714 346 53 88
F. +9714 346 53 89

Uruguay

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Representación Uruguay
World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
T. +598 2 623 24 00
F. +598 2 623 24 01

Filiales et sous-filiales

Compagnie Benjamin de Rothschild
Conseil S.A.

29, route de Pré-Bois
CP 490
1215 Genève 15
T. +41 22 761 46 40
F. +41 22 761 46 59
www.edmond-de-rothschild.ch

Edmond de Rothschild Asset
Management (Suisse) S.A.

8, rue de l'Arquebuse
CP 5441
1211 Genève 11
T. +41 58 201 75 00
F. +41 58 201 75 09
www.edmond-de-rothschild.com

Luxembourg

Compagnie Benjamin de Rothschild
Management (Luxembourg) S.A.

11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

Edmond de Rothschild
Private Equity S.A.

11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

Edmond de Rothschild (Europe)

Siège

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)
20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 1
F. +352 24 88 82 22
www.edmond-de-rothschild.eu

Filiales

Luxembourg

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Europe)
18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92
F. +352 26 26 23 94

Edmond de Rothschild
Asset Management (Luxembourg)
20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 27 32
F. +352 24 88 84 02
www.edram.lu

Succursales à l'étranger

Belgique

Siège de Bruxelles
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Avenue Louise 480 - Bte 16A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57
F. +32 2 645 57 20
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers
Edmond de Rothschild (Europe)
Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11
F. +32 3 212 21 22
www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège
Edmond de Rothschild (Europe)
Quai de Rome 56
4000 Liège
T. +32 4 234 95 95
F. +32 4 234 95 75
www.edmond-de-rothschild.be

Espagne

Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00
F. +34 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

Portugal

Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal em Portugal
Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60
F. +351 21 045 46 87/88
www.edmond-de-rothschild.pt

Société en joint-venture

Japon

Edmond de Rothschild
Nikko Cordial Co., Ltd
1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
T. +81 3 3283-3535
F. +81 3 3283-1611

Edmond de Rothschild (France)

Siège

France

Edmond de Rothschild (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

Bureaux de représentation

Bordeaux

Edmond de Rothschild (France)
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66
F. +33 5 56 51 66 03

Lille

Edmond de Rothschild (France)
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00
F. +33 3 28 04 96 20

Lyon

Edmond de Rothschild (France)
27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25
F. +33 4 78 93 59 56

Marseille

Edmond de Rothschild (France)
165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80
F. +33 4 91 29 90 85

Nantes

Edmond de Rothschild (France)
11, rue Lafayette
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00
F. +33 2 53 59 10 09

Autres sociétés du Groupe

COGIFRANCE
63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00
F. +33 1 40 70 08 44

Strasbourg

Edmond de Rothschild (France)
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00
F. +33 3 88 35 64 86

Toulouse

Edmond de Rothschild (France)
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00
F. +33 5 61 73 49 04

Filiales et sous-filiales

Paris

Edmond de Rothschild
Asset Management (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 42
www.edram.fr

Edmond de Rothschild
Corporate Finance
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11
F. +33 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild
Private Equity (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 91
www.edmond-de-rothschild.fr

Cleaveland
35 boulevard des Capucines
75002 Paris
T. + 33 1 40 06 00 00
F. + 33 1 40 06 02 03
www.cleaveland.fr

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32
F. +33 1 40 17 89 40
www.edrac.fr

Orox Asset Management
30, rue du Rhône
1204 Genève
T. +41 22 436 32 45
www.orox.ch

À l'étranger

Allemagne

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Niederlassung Deutschland
OpernTurm
2-8 Bockenheimer Landstrasse
60306 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200
F. +49 69 244 330 215
www.edram.de

Chine

Edmond de Rothschild
Asset Management (Hong Kong) Ltd.
30th Floor, Jardine House
One Connaught Place
Central - Hong Kong

Edmond de Rothschild
Securities (Hong Kong) Ltd.
42nd Floor, Central Plaza
18 Harbour Road
Wanchai - Hong Kong

Espagne

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20
F. +34 91 789 32 29
www.edmond-de-rothschild.es

Italie

Edmond de Rothschild (France)
Succursale italiana
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200
F. +39 02 76 061 418
www.edmond-de-rothschild.com/site/italia

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild
Asset Management (France)
4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
F. +44 20 7845 5901
www.edram.fr

Cording Real Estate Group
18 Savile Row, London,
W1S 3PW,
United Kingdom